



2€

ISSN 0026-9433

« Oh dis, monsieur, qu'est-c'qui s'pass'rait
Si la Sainte Vierge, elle avortait
Sans l'paradis, ce s'rait p'têt mieux
S'te plaît, fait moi rêver un peu... »

Agnès Bihl

N° 1583

du 18 au 24 février 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Exerçons notre droit de retraite !



Savignac

M 02137 - 1583 - F: 2,00 €



Sommaire



Fées d'hiver, burka etc, par J.-M. Raynaud, page 4

Sécu tous azimuts, par Moriel, page 5

Brèves à tout vent, page 7

Nouvelles des fronts, par H. Lenoir, page 7

À la petite semaine, par Floréal, page 8

De la burka..., par M. Le Bellac et J.-M. Lévy-Leblond, page 9

IVG à la trappe, par P. Schindler, page 9

La bourse ou la vie, par J. Langlois, page 10

Le problème de **l'anéantissement**, par P. Sommermeyer, page 13

À propos de **Zinn**, par J.-P. Garnier, page 15

No-Tav, par les relations internationales de la FA, page 17

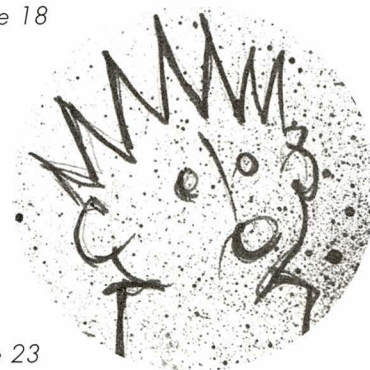
La sexualité en prison, par J. Lesage de La Haye, page 18

Pour une brochure sur **Radio** libertaire, page 20

Vie du **mouvement**, page 21

Programmes **RL**, page 22

L'agenda de toutes les aventures, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

France

et DOM-TOM

Étranger

3 mois, 13 n^{os}

☐ 20 €

☐ 27 €

6 mois, 25 n^{os}

☐ 38 €

☐ 46 €

1 an, 45 n^{os}

☐ 61 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international

(IBAN: FR7642559000062100287960215).

(BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.



Brisons le consensus

Exit l'Identité nationale, fiasco médiatico-UMP si bénéfique aux droites pur jus, finie la grand-peur grippale si juteuse pour nos labos. Salut, Bagram, Guantanamo discret et afghan, bonjour les bulldozers dans les squats comme à Bagnolet, cette enclave stalinienne tendance dure en territoire néolibéral. Nos maîtres fous ne sont jamais en peine de bonnes trouvailles. Hortefeux fait ainsi donner une artillerie lourde de titatas avec son projet Loppsi 2. Après les gardes à vue pour les ti n'enfants, c'est la généralisation des couvre-feux pour les mômes de treize ans, l'extension exponentielle de la vidéosurveillance, le flicage des ordinateurs à distance comme en Chine. On barbote en pleine « démocratie totalitaire », tout ça pour rassurer, juste avant les régionales, un électorat gâteux, au crâne ramolli et plein de gelée de trouille. Bizarre que, sur ce coup-là, ce soit un confrère agenouilliste qui pose tout haut la question : « Faut-il choisir entre liberté et sécurité ? » En silence et bien humblement soumis, le reste des médias serre tout très fort, les coudes et les lèvres, comme des allumettes transies dans leur boîte carbonisée. C'est qu'il faut de la pédagogie avant toute chose pour nous préparer benoîtement aux déficits des différents trous, finances, sécu, retraites et p'têt bien aussi à la banqueroute des Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne, cyniquement traités de Piigs et donc-tout juste bons à saigner; en attendant le tour de la Franchouillie, du reste de l'Europe et du grand marabout étasunien. Cheu nous pourtant, du fric il y en a, si l'on en croit un entrefilet injustement passé inaperçu de notre excellent confrère enchaîné du 9 décembre passé; on y relate une perle proferée en plein Sénat par le sénateur et marchand d'avions milliardaire Serge Dassault : « Depuis 2003, l'État a dépensé 160 milliards (on a bien lu) d'euros d'allègements de charges en faveur des entreprises, sans créer un seul emploi. » Parole de patron et pas des moindres ! Un « spécialiste » – encore un – Joseph Stiglitz (un prix Nobel, c'est pas d'la crotte) s'indigne poliment sur les ondes de Radio-Paris de la perversité des banques mais persiste à asséner doctement que l'économie de marché reste un outil incontournable; un autre « spécialiste » prévoit une nouvelle crise pour fin 2010; bref, les peuples n'ont pas fini d'en baver et les articles parfois difficiles mais toujours lucides de notre camarade Jacques Langlois restent lumineusement pertinents. Et même si faire du social semble à certains passésiste et blasphématoire, il n'en reste pas moins que la solidarité et la décroissance sont plus que jamais des projets réalistes contre cette gestion de nos vies calquée sur l'apât du profit comme de vulgaires PME.



Fabrice

Groupe la Sociale Rennes

JE DOIS L'AVOUEUR, j'ai l'impression parfois de radoter, tant il est difficile en effet de se renouveler dans l'analyse du mouvement social actuel : les mêmes doubles discours, les mêmes rideaux de fumée, la même propagande, la même machine à perdre depuis des années. Et on nous remet le couvert.

Sarko annonce un sommet social le 15 février. En fait de sommet, il s'agit plutôt d'un nouveau jeu de rôles que l'on nous concocte. Un président de la République égrenant les nouvelles contre-réformes, des « partenaires sociaux » faisant mine de se fâcher tout rouge !

Mais dans les faits, ils sont tous d'accord ! Prenons par exemple la question des retraites, annoncée comme la grande réforme présidentielle de 2010, avec un scénario possible de passage en force cet été. Du PS à l'UMP, en passant bien sûr par la CFDT ou la CGT, tous s'accordent pour dire qu'il faut une nouvelle réforme, qu'il y aurait un problème de financement des retraites, que l'espérance de vie blabla..., que le calcul de la pension des fonctionnaires blabla..., que les statistiques prouvent..., que les experts disent...

Mais tous ces enfoirés mentent effrontément : il n'y a aucune raison de faire une réforme qui vise à travailler plus longtemps pour toucher moins au final.

Le mensonge éhonté du trou de la Sécurité sociale martelé à longueur de médias doit être combattu.

Si l'on n'a soi-disant plus d'argent pour les hôpitaux, pour les médicaments, pour les retraites, etc., c'est tout simplement parce que l'État est un voleur à la solde de la mafia patronale. L'argent de la sécu, c'est le nôtre ! C'est notre salaire « différé » mis en commun pour lutter contre les aléas de la vie (maladie, accident du travail, vieillesse, naissance). C'est l'idée originelle de la Sécurité sociale imposée dans l'après-guerre alors que le rapport de forces penchait un peu plus vers les salariés : chacun paye en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins.

Une idée totalement inacceptable pour le système capitaliste et que les patrons n'ont eu de cesse de combattre quand le rapport de forces leur était plus favorable comme c'est de toute évidence le cas en ce moment.

Les sommes détournées du financement de la Sécurité sociale (exonération pour les patrons du salaire différé appelé abusivement charges) ont atteint 24,3 milliards d'euros en 2006, 28,2 en 2007, 30,7 en 2008. Colossal! De quoi revenir sans problème pour les salariés du public comme du privé aux 37,5 annuités, de quoi aussi augmenter de plus de 300 euros les 700 000 retraités qui vivent avec le minimum vieillesse (677 euros par mois). Avec cet argent, on rouvre les hôpitaux, les maternités, on rembourse à 100 % les médicaments.

Pas besoin d'être révolutionnaire pour dire cela! Il n'est pas obligé non plus d'être militant anarchiste pour expliquer à ses collègues de boulot, à ses voisins, à ses amis que de l'argent, il en dégueule de partout quand le pouvoir le décide. Selon un rapport de la Cour des comptes, à la fin 2009, l'État aura déboursé 173 milliards d'euros pour les banques. Selon l'Insee, le montant moyen du salaire annuel des dirigeants des entreprises de plus de 250 salariés est de 189 000 euros et les revenus globaux des présidents exécutifs des groupes de CAC 40 s'élèvent en moyenne à 4,7 millions d'euros.

Crise, vous avez dit crise? Pas pour tout le monde visiblement.

Alors qu'est ce qui peut autoriser Chérèque, le roquet en chef de la CFDT, a déclaré que la réforme est inévitable et qu'il faut du « courage politique au gouvernement »! Et d'ajouter sur France Inter le 3 février: « Il existe des systèmes par points, des systèmes individuels. On met tout cela sur la table »!

Et Thibault, son compère de la CGT, d'expliquer qu'il faut aborder dans l'unité syndi-

cale le fameux sommet social: unité avec la CFDT qui a déjà trahi les salariés en 2003 sur cette même question des retraites. Unité pour se faire baiser! Et les mêmes d'invectiver la direction de Force ouvrière qui refuse à juste titre de s'inscrire dans cette mascarade, sans pour autant proposer une véritable perspective de bagarre et de grève générale (on verra ce qu'il sortira de son comité confédéral national, rassemblement de toutes les UD et fédérations à la fin mars).

Tout est blindé politiquement et syndicalement et c'est pour cette raison que le gouvernement sait qu'il peut taper comme un malade. Le projet de décret sur la mobilité des fonctionnaires en est un exemple frappant: les articles 3 et 10 notamment sont d'une netteté imparable, c'est bien de la fin de garantie d'emploi des fonctionnaires, socle des statuts dont il s'agit!

La révision générale des politiques publiques (RGPP), qui a déjà abouti ces deux dernières années à la suppression de 100 000 postes, va pouvoir prendre une nouvelle ampleur et devenir comme dans le privé un véritable plan de licenciements. En toute logique, la loi dite de mobilité, votée en catimini l'été dernier, prévoit désormais le recours à l'intérim dans la Fonction publique. Tout va très très vite.

Dans l'Éducation nationale, les décrets mettant en œuvre la réforme des lycées (qui s'intègre totalement dans la RGPP) et l'autonomie des établissements (logique de privatisation) ont été validés au Conseil supérieur de l'éducation du 10 décembre avec les voix de la CFDT et de l'Unsa.

Ces deux organisations ont pourtant appelé à la grève le 21 janvier dernier avec la

FSU, la CGT et Sud... supposés opposés à ces réformes! Vous avez dit confusion? La mobilisation a été à la hauteur de ce jeu de dupes.

Et les mêmes aujourd'hui de refuser et de combattre obstinément, y compris Sud, malgré ses grands discours, la préparation de la grève, la vraie, celle qui n'annonce pas dès le début la date de la fin du mouvement. Ils opposent tout l'arsenal classique de diversion: des journées d'action programmées jusqu'à fin juin, des manifs le samedi, des multitudes de pseudo-actions à la con de type « Nuit des lycées » ou « Petit-déjeuner devant les rectorats ». Tout cela vise à occuper les personnels jusqu'à... épuisement.

Le seul petit grain de sable dans ce triste consensus fait de confusion entretenue et d'inaction organisée, ce sont les salariés. En Seine-Saint-Denis, malgré tous les obstacles, la grève commence à se développer dans les lycées et les collèges sur la base de revendications claires. Les collègues se réunissent en AG et cherchent une issue pour sortir de l'impasse, y compris en bousculant les appareils.

Il n'y a pas d'autre voie en effet que de briser ce consensus politico-syndical d'accompagnement des politiques de régression sociale.

Laissons aux politiciens, petits ou grands, leur marécage électoral, laissons aux bureaucraties syndicales leur sommet social, leurs « états généraux », leurs « grands débats nationaux ».

Reprenons en main, par contre, nos syndicats de base, impulsons des discussions partout, des AG, définissons des mandats, réapproprions-nous nos luttes, aidons à la jonction des salariés, des étudiants, des chômeurs, etc. bref, battons-nous et alors... **F**

Faits d'hiver

Vive la *burqa*

DÉCIDÉMENT, LES BANQUES n'arrêtent pas de descendre quatre à quatre les marches de l'incompétence, du crétinisme et de la nullité!

Après s'être fait étriller par un quarteron de traders boutonneux et une bande de vautours de la finance au regard de croque-mort, l'une d'entre elles, la Banque postale d'Athis-Mons (Essonne) vient de se faire plumer par deux voleurs de poules. En *burqa*!

Un grand classique!

Croyant avoir affaire à deux épouses d'un émir plein aux as, ou tout simplement pour avoir marché dans la combine de la laïcité ouverte, un employé s'est empressé d'ouvrir le sas de l'établissement, et, une fois dans la bergerie, nos deux Pieds Nickelés ont fait main basse sur le magot.

Bravo les gars!

Braquer une banque c'est toujours sympa. Mais, quand, en plus, on se moque ostensiblement des banquiers, pour qui l'argent n'a ni odeur ni costume, et du gouvernement qui se la joue anti..., c'est carrément du bonheur.

Deux conseils, cependant!

La prochaine fois, faites-nous le coup de Don Camillo ou de Rabbi Jacob. Ça vous évitera de vous faire traiter d'islamophobes ou de racistes par le petit facteur.

Et puis, un petit don anonyme ou non (vous pouvez signer *burqa*, soutane ou...) au *Monde libertaire*, pour la cause du peuple, ça serait sympa. Nous, c'est clair, on s'en fout complètement des costumes que vous portez pour piquer du pognon à des enfoirés!

Jean-Marc Raynaud

Quel avenir pour la Sécu ?

BACHELOT A MAL À LA TÊTE :

AU MOMENT DE SA CRÉATION, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Sécurité Sociale a représenté une avancée sociale considérable, fruits d'années de luttes ouvrières et syndicales. Elle allait permettre au plus grand nombre de bénéficier des progrès de la médecine. À l'époque, les maladies infectieuses constituaient la première cause de mortalité : on était à l'aube de l'ère des antibiotiques, les réfrigérateurs étaient encore peu répandus, et l'espérance de vie dépassait tout juste la soixantaine d'année. Ce système devait se généraliser à l'ensemble de la population : ce projet n'a jamais été mené à son terme, puisqu'encore aujourd'hui coexistent des régimes dits particuliers, il y a des caisses d'assurance-maladie différentes pour les salariés et les non-salariés, et qu'une partie de plus en plus importante de la population, privée de droits sociaux du fait de l'exclusion (ce qui en fait veut dire pauvreté en langage courant) bénéficie de la CMU (couverture médicale universelle). De paritaire à ses débuts, la gestion de la Sécu est devenue de fait gouvernementale ces dernières années : son directeur est directement nommé par le Conseil des ministres, qui lui dicte la politique à suivre. Son principal objectif est la réduction du déficit, ce fameux trou de la Sécu, dont personne n'a jamais pu voir le fond. Par le jeu des exonérations cumulées, des reports de charges et autres détournements, qui profitent largement aux patrons et aucunement aux travailleurs, l'État est devenu le premier débiteur de la Sécu : le recouvrement de cette dette permettrait de stabiliser les comptes. Régulièrement, la Cour des comptes établit ce constat : l'an dernier, elle a même calculé la somme que rapporterait la taxation sociale des stock-options, s'il venait cette idée folle au gouvernement qui, au lieu de taxer le travail, taxerait le capital ! Pour faire face à ce déficit, les ministres de la santé successifs depuis la loi Juppé de 1995 ont recours aux bonnes vieilles habitudes : augmentation et pérennisation de la CSG (contribution sociale généralisée) prélevée sur les salaires, diminution des remboursements, augmentation de la part payée par les malades : forfait hospitalier (qui est passé de 16 à 18 euros au 1^{er} janvier dernier : 12,5 % d'augmentation !), franchises sur les consultations médicales et sur les médicaments, remise en cause de l'exonération du ticket modérateur pour les patients en affection de longue durée ; la liste des difficultés grandissantes pour se faire soigner s'allonge quasiment tous les jours. L'objectif inavoué est d'ouvrir le marché de la protection sociale et de l'assurance-maladie au secteur concurrentiel. La Sécu se bornerait à couvrir au mini-

mum les patients les plus lourds (handicapés, personnes âgées dépendantes) et les plus pauvres : les autres, jeunes actifs en bonne santé, à qui on aura fait comprendre qu'ils payent pour les autres, auront la possibilité de s'assurer à leurs frais auprès de la société d'assurance qui leur fera la meilleure offre, compte tenu de leur risque calculé au plus juste, avec système de bonus et malus selon leur comportement. Et ceux qui seront dans l'incapacité de s'assurer attendront le dernier moment pour se rendre à l'hôpital public, qui sera à plusieurs kilomètres, mal équipé, avec un personnel réduit et débordé, qui leur fournira les soins minimums et qui essaiera de se faire rembourser par la Sécu. D'autre part, la raréfaction des médecins de ville, généralistes et spécialistes confondus, fera qu'il y aura de plus en plus de file d'attente : pour maîtriser les coûts, les assurances et la Sécu – du moins ce qu'il en restera – proposeront à ces médecins une forme de salariat, avec à la clé des objectifs de rendement et d'économie : pas plus de tant de dépense par an et par malade et par pathologie, sous peine de perdre le bénéfice de la convention...

Voilà à grand trait ce qui va se produire pour le système d'assurance santé français dans les années qui viennent : la substitution de la solidarité par l'individualisation et la responsabilisation. Ce qui rappelle furieusement la situation américaine actuelle, qui fait que près de 45 millions d'Américains n'ont aucune couverture de santé, que les dépenses de santé sont en progression constantes (16 % du PIB états-uniens, contre 11 % en France, 10,5 % en Allemagne et 9 % en Grande-Bretagne) dans un système inflationniste et gaspilleur, que les indicateurs de santé comme l'espérance de vie, la mortalité néonatale, les taux de diabète et d'obésité sont plus mauvais aux États-Unis qu'en Grèce, que déjà un État comme le Massachusetts a choisi pour ses fonctionnaires un système qui rappelle étrangement celui de notre bonne vieille Sécu d'avant sa mise à l'encan. Et puis l'administration Obama essaie de faire passer un programme de réforme du système de santé qui mettrait en place une assurance-maladie uni-

verselle et obligatoire, alimenté par un impôt solidaire qui mettrait les plus riches à contribution. Ce projet, dicté par le bon sens et par la prévision qu'en l'état le système actuel court à sa perte, se voit contesté par les tenants du marché dit concurrentiel, et surtout par la frange la plus idéologue de la droite conservatrice et réactionnaire qui, à chaque tentative de l'État fédéral d'apporter un peu d'égalité, brandit la menace une conspiration crypto-communiste.

Ce qui se joue là est d'une importance capital pour notre propre organisation sociale. Des organisations comme l'OMS et l'OCDE, pas précisément connues pour leurs idées progressistes, font le constat qu'une organisation des systèmes de santé basés sur la solidarité et l'égalité d'accès aux meilleurs soins pour tous était le garant d'une société juste et durable. À méditer...

À votre santé !

Moriel



Sur ces questions, nous vous invitons à écouter l'émission « La santé dans tous ses états », chaque troisième lundi du mois, de 18h00 à 19h30, sur Radio libertaire (89.4 MHz en Île-de-France et sur internet partout ailleurs).

Un livre à lire, sur lequel nous reviendrons : *L'Égalité c'est la santé*, de Richard Wilkinson, préface du Pr Grimaldi, aux éditions Démopolis.

Signer et faites signer la pétition pour la défense de l'hôpital public :

petition-mdhp.fr/index.html

Enseignants en colère

Malgré le silence consternant des médias: alors qu'une trentaine d'établissements de l'académie étaient en grève cette semaine, c'est une bonne cinquantaine d'écoles, de collèges, lycées généraux et professionnels qui étaient touchés par ce mouvement et qui se sont réunis en AG après la manifestation. Les revendications sont principalement contre les suppressions de postes (80 000 d'ici 2012), contre la mise en concurrence des établissements, contre la non-formation des nouveaux enseignants, contre la flexibilité et la précarité sans cesse croissante de tous les personnels et contre la réforme du régime des retraites. La lutte continue à s'intensifier et le mouvement s'étend. D'autres manifestations auront eu lieu quand cette brève paraîtra... Élèves, personnels, parents, etc., tous unis!

Besson parano!

Un hangar de Calais qui était occupé par une centaine de migrants et une vingtaine de militants altermondialistes de No Border a été entièrement évacué par les forces de l'ordre. Pour Besson, l'évacuation était nécessaire « pour empêcher la reconstitution d'un nouveau Sangatte, que des militants violents d'extrême gauche voulaient voir naître et pérenniser ». Bien vu!

Consignes vichystes aux préfets

Le Gisti s'est procuré une circulaire adressée par Sarkozy aux préfets. Extraits pas tristes: « La présente circulaire a donc pour but d'inciter les préfetures à faire procéder systématiquement à l'interpellation des étrangers en situation irrégulière. L'interpellation au guichet d'une préfeture est légale pour autant qu'elle

demeure « loyale ». » La garde à vue: « Il est parfaitement licite, pour un OPJ dont c'est le pouvoir propre, de placer en garde à vue une personne se trouvant en situation irrégulière, quand bien même cette mesure déboucherait sur un classement sans suite de la procédure, pour laisser prospérer la seule procédure administrative d'éloignement du territoire. » Et quelle est la définition d'une interpellation « loyale »? On en frémit d'avance. Beurk!

Roms malmenés à Dijon

La chasse aux Roms s'est de nouveau déchaînée depuis plus d'une semaine à Dijon, dans le but apparent de vider les casernes à l'abandon, où une centaine d'entre eux vivent tant bien que mal. Deux personnes ont déjà été emmenées en centre de rétention. On ne compte plus les pressions et les abus de toutes sortes, comme la séparation d'une mère pendant plusieurs heures de son bébé de quelques mois et malade, alors qu'elle devait allaiter, pour emmener celle-ci en contrôle d'identité au commissariat. Et les camarades de la FA de Dijon pourraient continuer la liste...

Nouveau suicide d'un salarié de France Télécom

Un salarié de France Télécom âgé de 52 ans s'est suicidé le 26 janvier hors de son lieu de travail dans la ville d'Hirson (Aisne), ont indiqué la direction et une source syndicale sans plus de commentaires!

Prisons: zap de la Sodexo

Act Up-Paris, la CNT et des individus avaient zappé la Sodexo en 2001 (déploiement d'une banderole sur un bateau-mouche dont

l'entreprise est proprio). Aujourd'hui, la France compte de plus en plus de prisons prétendument « semi-privées », mais de plus en plus privées, gérées par trois entreprises: EDF, Sodexo (pour la maintenance) et Bouygues (pour la construction).

Bouffées d'homophobie à Paris

Thierry et Corentin se promenaient dans le Marais à 23 heures, sans que rien ne signale qu'ils sont gays (ils ne se tiennent pas par la main, ils ne s'embrassent pas, ils marchent). Trois garçons, qui n'ont pas 20 ans, les abordent; l'un d'eux leur demande: « Tu crois que je suis pédé? », Thierry répond: « Je n'en sais rien! » Mauvaise pioche! Il suppose aujourd'hui qu'il aurait dû répondre non car alors, une pluie de coups de tête, de poings et de pieds s'abat sur eux, menaces aux couteaux...

La Cour des comptes et le sida

Dans son dernier rapport, en matière de lutte contre le sida, la Cour des comptes se montre particulièrement avare de bons points avec le ministère, dont l'action est taxée de « faiblesse et de manque de continuité avec un dispositif administratif qui comporte une pluralité d'acteurs aux impulsions desquels le ministère de la santé réagit plutôt qu'il ne les précède ». Sont également évoqués un recours rare au Conseil national du sida (CNS), une « interdirectionnalité insuffisamment affirmée entre la direction générale de la santé (DGS) et la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Dhos), ou encore une interministérialité qui a plutôt régressé ». De toute façon, comme tout le monde se fout des recommandations de la Cour des comptes!

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Nouvelles des fronts



Révolutionnaire : ce mot ne s'applique qu'aux révolutions qui ont la liberté pour objet.
Condorcet

PROFITATION ! On nous avait annoncé un nouveau mouvement en Guadeloupe, des élections inopportunes sur le statut du territoire ont eu pour conséquence de retarder le mouvement qui de fait, face aux injustices permanentes, ne pourra que redémarrer. *Profitation*, ici aussi autour de l'affaire Proglio et ces 150 smic/an et du salaire des patrons du Crack 40. Mais le meilleur est à venir après les élections régionales, Aubry et ses affidés nous feront avaler au nom de l'intérêt général et en complicité avec les hommes liges du syndicalisme un recul de l'âge de départ à la retraite et peut-être une baisse des pensions.

En 2010, un million de chômeurs se retrouveront en fin de droit et entre 400 000 et 600 000 sans indemnités... Que de la misère et de la *profitation*. Quant aux fonctionnaires, nouvelles atteintes à leur statut et licenciement à la clé pour refus de mobilité. Une nouvelle forme déguisée, après les suppressions de postes, d'atteinte à la qualité du Service public.

Sur le terrain, les Conti bougent encore malgré l'amende qui a été infligée à plusieurs d'entre eux mais pas de prison avant les élections... et pas de fermeture immédiate ni de licenciements à la raffinerie Total de Dunkerque. Comme quoi, les élections ça sert peut-être à quelque chose, reste à multiplier le nombre de scrutins ! Et toujours un petit vent frais d'action directe. Un petit air de Parisien libéré suite au conflit à l'imprimerie du Monde qui a entraîné la destruction de 150 000

exemplaires de Direct Matin dont le seigneur Bolloré souhaitait voir l'impression confiée à d'autres imprimeurs. Patrons séquestrés chez Ackers (métallurgie) à Fraisses dans la Loire et obtention d'une prime de départ de 20 000 euros, siège d'Ikea occupé (78), patrons relâchés à Pier Import à Villepinte (93) malgré 140 licenciements attendus et là encore des primes exigées. Par contre chez Bata à Neuvic-sur-l'Isle en Dordogne c'est à grand coup de godillots dans le cul que les derniers salariés vont se faire virer. L'armée ça paye plus et elle fait confectionner ses pompes en Asie. Quant à l'AP-HP (hôpitaux publics), ce sont bien 4 000 suppressions de postes d'ici à 2012 qui sont confirmées. Le refus de mobilité va pouvoir jouer à plein.

Hormis chez Pimkie où elle a duré trois semaines encore pour des primes de suicides sociales, les petites grèves à la journée foisonnent. Un petit coup à Météo France et dans le trafic aérien, un petit coup dans les ports, à la SNCF ou pour les fonctionnaires. Faut bien occuper les permanents qui n'y croient pas plus que les autres mais qui ont des obligations de gesticulations publiques. Grèves sectorielles encore pour les profs du lycée Adolphe Chérieroux à Vitry (94) ou dans les bahuts de l'académie de Créteil contre la dégradation des conditions de travail.

Dans le voisinage, ce n'est pas plus brillant, les amis belges, après Vilvoorde, dérouilent à Anvers où Opel dégage 2 600 ouvriers, 4 700 autres sont attendus dans le reste de

l'Europe. Russie, le constructeur automobile Avtoraz se prépare à purger 30 000 emplois. Italie, 30 000 aussi mais au chômage technique. En Allemagne, Siemens délocalise en Tchéquie et envoie 2 000 prolos au tapis ; Deutsche Post va fermer 400 agences et envisage des réductions drastiques d'effectifs. Grande-Bretagne, le groupe AstraZeneca (pharmacie) se restructure et supprime 8 000 postes qui viennent s'ajouter aux 15 000 déjà annoncés et ce malgré des bénéfices en hausse de 24 % Espagne, retraite à 67 ans pour tous. Et pendant ce temps-là, en France où se négocie la convention collective de la restauration, le patronat propose aux salariés de la restauration rapide une augmentation princière de 2 centimes d'euros par heure travaillée... *Profitation* ?

En Espagne aussi ça chôme pour 4 millions de travailleurs ; en Israël, 25 % de la population vit sous le seuil de pauvreté mais le budget de l'armée se porte bien ; aux États-Unis, 24,2 % des Américains noirs sans diplôme chôment aussi mais Obama est débordé (13,8 % chez les petits blancs). Enfin en Grèce, ruiné par le précédent gouvernement, mis au régime sec par le nouveau, l'âge de la retraite va être repoussé et les salaires des fonctionnaires gelés, grève générale interprofessionnelle le 24 février. Il y a des jours où on se sent grec malgré soi. *Profitation-z'-en !*

Hugues

Groupe Pierre Besnard



À la petite semaine

Garde à vue pédagogique



FRANCHEMENT, qui n'a jamais rêvé, étant adolescent et sain d'esprit, d'échapper quelque temps aux parents et à l'école pour vivre une expérience unique ? Aussi n'a-t-on pas assez mis l'accent sur l'aspect positif de l'aventure vécue par cette collégienne retenue pendant neuf heures dans un commissariat parisien et délivrée ainsi – trop brièvement, hélas – de l'assommante routine familiale et scolaire.

Nous avons ici même salué en son temps l'heureuse initiative* républicaine consistant à inviter, une fois l'an, 577 élèves du secondaire à former un Parlement des enfants dans l'enceinte du Palais-Bourbon. En regrettant, toutefois, que cette utile formation citoyenne ne soit point complétée par une visite aux ANPE, bureaux d'aide sociale, soupes populaires et autres centres de détention où pullulent les victimes des décisions prises par

les locataires permanents de l'Assemblée nationale.

Dans notre hâte à honorer positivement cette démarche novatrice, nous avons omis d'encourager le passage, dans ce parcours hautement instructif, par le commissariat de police, cette noble institution où les droits de l'homme ont toujours trouvé refuge. Réjouissons-nous donc qu'il soit désormais acquis qu'on puisse faire découvrir à des gamins de 14 ans les joies d'une détention passagère, heureux complément vivant, « sur le terrain », de ces cours d'instruction civique trop souvent théoriques et soporifiques.

Certes, la question des violences parmi la jeunesse n'en sera pas réglée pour autant. Mais il ne sera pas dit que les libertaires demeureront encore une fois dans la critique stérile, sans jamais rien proposer. Un début de solution pourrait en effet voir le jour en installant

les commissariats de demain dans l'enceinte même des établissements scolaires. Afin d'atténuer l'aspect apparemment brutal de cette mesure aux yeux de ceux qui s'émeuvent d'un rien, tout en mariant habilement l'éducatif et le répressif, il suffirait simplement de réfléchir à la dénomination future de ces établissements.

Vienne le temps où nos bambins sécurisés étudieront sagement au collège Charles-Pasqua et, à la première incartade, effectueront quelques heures d'une pédagogie garde à vue au commissariat Jacques-Prévert !

Floréal

*. Voir *Le Monde libertaire* du 26 février 1998.

Il n'y a pas que la burqa

LA BURQA, CETTE PRISON DE TISSU où certains hommes essaient d'enfermer les femmes, agite depuis quelques semaines notre microcosme politique et médiatique hexagonal. Faut-il ou non légiférer sur ce sujet ? La réponse à cette question est complexe et y répondre n'est pas l'objet de ce texte. Notre propos est autre : le problème de la burqa ne doit pas occulter d'autres violations du droit des femmes, certes moins spectaculaires mais tout aussi préoccupantes. Il n'est pas nécessaire d'aller les chercher dans le monde musulman, on les trouve au cœur même de nos sociétés occidentales judéo-chrétiennes. Sait-on par exemple que la réforme du système de santé américain risque de buter en particulier sur la question de l'avortement ? Qu'une femme puisse être remboursée d'une interruption de grossesse non souhaitée par une assurance publique – la fameuse « public option » –, quel scandale aux yeux des ultraconservateurs catholiques ou évangélistes ! Et si la réforme (dont le succès est à nouveau bien incertain) reste bien en deçà des espoirs de la gauche américaine, c'est en grande partie parce que la question de l'avortement a fourni un angle d'attaque aux

conservateurs qui considèrent la libre disposition de leur corps par les femmes comme une abomination.

Quittons maintenant les États-Unis pour le Proche-Orient. *Libération*, dans son numéro du 30 novembre 2009, détaillait la façon dont le Hamas impose la charia dans la bande de Gaza : baigneuses déguisées en fantômes sur les plages, contrôle du statut marital des couples, fillettes voilées dès l'école primaire..., bref la négation de la liberté pour les femmes. Mais regardons aussi du côté de Jérusalem, où les ultraorthodoxes juifs (les *haredim*) imposent la ségrégation des sexes dans les autobus, reléguant bien sûr les femmes à l'arrière. L'organisation Yerushalmim, qui rassemble des Israéliens laïcs et religieux, a organisé fin décembre une manifestation de protestation, mais que fait le gouvernement israélien ? Toujours aussi tétanisé par la perspective d'affronter les ultrareligieux, il ferme les yeux sur ces pratiques pourtant illégales. Ce sont les « hommes en noir » qui font régner l'ordre quand un couple prétend occuper deux sièges situés côte à côte plutôt qu'aux deux extrémités du bus*. Ne parlons pas des insultes

(« nazies », etc.) adressées aux femmes qui osent s'approcher du Mur des lamentations ou des six mois de prison prévus pour une femme vêtue d'un talit ou portant une Torah. Même en France, si l'on en juge par certaines déclarations, les conquêtes de ces cinquante dernières années ne sont pas acquises une fois pour toutes et peuvent à tout moment être remises en cause, insidieusement ou ouvertement. Il ne faut certes pas baisser la garde devant les dérives de l'islamisme radical, mais peut-être convient-il aussi de balayer de temps en temps devant notre porte.

Michel Le Bellac

Jean-Marc Lévy-Leblond

Professeurs émérites de l'Université de Nice-Sophia-Antipolis

*. Voir « Transportation minister OKs "mehadrin" buses », www.jpost.com/JewishWorld/JewishNews/Article.aspx?id=167516

Difficultés de l'accès à l'IVG et à la contraception

L'INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES SOCIALES (Igas) alerte les pouvoirs publics sur le fait que trente-cinq ans après la loi Veil de janvier 1975 légalisant l'avortement, l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et à la contraception est encore compliqué, tandis qu'on dénombre plus de 200 000 IVG par an en France.

Bilan

Pour l'Igas : « La prise en charge de l'IVG a marqué des progrès réels depuis la loi de 2001 – qui a porté son délai légal de dix à douze semaines –, une mesure qui était censée faciliter l'accès à l'avortement et à la contraception, mais ces avancées demeurent fragiles. »

Le rapport relève également qu'en France la situation est très originale. En effet, d'un côté on constate un taux de natalité très élevé et un taux de diffusion de la contraception « parmi les plus élevés au monde », mais paradoxalement, le taux d'IVG reste à un niveau relativement important. Plusieurs facteurs expliquent cette situation contradictoire.

Plus trop le choix !

Pour commencer par les conditions de pratique de l'IVG en France, le rapport déplore avant toute chose que les interventions tardives ne soient pas prises en charge partout. Quant aux délais, s'ils se sont améliorés dans l'ensemble, pour se rapprocher des cinq jours, il persiste, selon l'Igas, « des goulots d'étranglement dans certaines zones de fortes demandes, notamment les grandes villes ».

Plus grave : le rapport note aussi que le nombre d'établissements pratiquant l'IVG est passé de 729 en 2000 à 639 en 2006, réduisant de fait le choix quant aux méthodes d'IVG (par médicaments ou par voie chirurgicale). En effet, tout s'explique car peu attractive financièrement pour personnels de santé (!), l'IVG chirurgicale est de moins en moins pratiquée, note encore l'Igas, qui regrette un recours trop fréquent à l'IVG médicamenteuse.

Côté prévention, le rapport relève un niveau préoccupant d'échecs des moyens de contraception et rappelle que 72 % des IVG sont réalisées sur des femmes qui étaient sous contraception : « Ces échecs reflètent une inadéquation des méthodes et pratiques contraceptives », selon l'Igas qui juge que la

diversification des modes de vie, l'évolution des relations de couple « ne sont pas suffisamment prises en compte » au moment de la prescription.

Contraception trop chère !

Le slogan que nous gueulions dans les manifs du Mouvement de libération des femmes (MLF), soutenues à l'époque par le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) – « Avortement, contraception libres et gratuits ! » – est encore hélas trop d'actualité. En effet, le rapport de l'Igas note que le coût de la contraception est trop élevé dans notre pays et la France, qui se caractérise par un recours particulièrement important à la pilule, pourrait « promouvoir des méthodes moins sujettes aux problèmes d'observance », comme par exemple le stérilet.

Bien que la loi garantisse aux jeunes un accès autonome à la contraception, ceci n'est pas le reflet de la réalité. En effet, la plupart des adolescentes doivent présenter la carte vitale de leurs parents pour se faire rembourser. « Le recours à la "pilule du lendemain" est encore trop faible pour entraîner une diminution du nombre d'avortements », note aussi l'Igas.

Pour conclure le chapitre sur la contraception, le rapport est sans appel : « Le coût de la contraception est souvent trop élevé, pouvant aller jusqu'à 175 € annuels pour un timbre contraceptif hebdomadaire. »

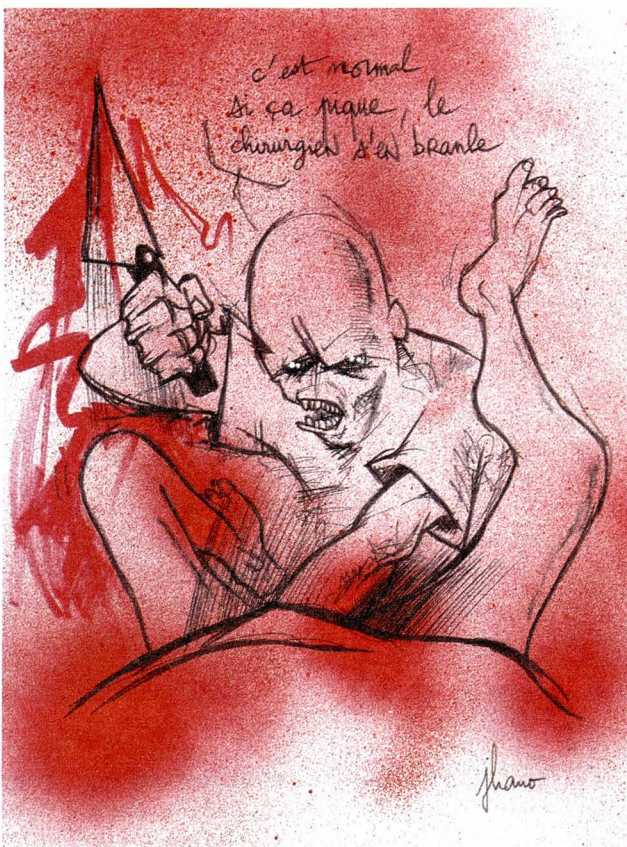
Éducation sexuelle : au point zéro

Et pan sur le bec ! Avant que le rapport de l'Igas ne finisse dans la poubelle d'un ou de plusieurs ministères, espérons que quelques associations soutenant la lutte des femmes pour leur émancipation tombent dessus et le diffusent largement. En effet, ce dernier souligne que l'accessibilité aux centres de planification familiale demeure limitée et que l'éducation nationale ne joue pas suffisamment son rôle en matière d'éducation sexuelle, malgré son obligation légale depuis 2001. L'Igas regrette également la rareté des campagnes de communication sur la contraception et le fait que celles-ci ne soient pas reconnues comme une priorité, notamment dans les quartiers difficiles mais aussi dans le monde rural.

En bref, lorsque l'on fait le bilan des pratiques de l'IVG, de l'accès à la contraception et aux moyens mis en œuvre pour l'information des jeunes en particulier, on ne peut que regretter la

démobilisation des organes politiques et des associations qui (de guerre lasse ?) ont petit à petit déserté la lutte pour le droit au choix. Il y a encore une dizaine d'années, nous étions nombreux devant les plus en plus rares cliniques pratiquant l'IVG à garantir leur accès aux femmes, malgré la présence régulière de tout ce que les associations anti-IVG (SOS Tout Petit, Laissez les vivre, etc.) attiraient comme fachos. Puis, les flics se sont mis à protéger ces intégristes et tolérer leurs prières à genoux dans les rues, derrière leurs pancartes dégueulasses présentant des fœtus sanguinolents. Enfin, ce furent nous, les militants pro-IVG que les flics arrêterent ! Combien d'entre nous avons été également agressés par les nervis identitaires sous l'œil impassible de la police. Enfin, quand on pense que la dernière marche pour la vie organisée par les mêmes associations anti-IVG, et soutenue par les groupuscules d'extrême droite, a réuni 31 000 personnes à Paris sans qu'aucune contre-manifestation ne soit venue leur barrer la route (voir le ML n° 1581) et les empêcher de crier leurs slogans à la gloire du fœtus et de la privation de tout droit pour les femmes, hors de la prison familiale ! Réveillons-nous : « Debout femmes esclaves et brisez vos entraves. Debout, debout ! »

Patrick Schindler
Groupe claaaaaash



La bourse ou la vie

Jacques Langlois

ÉPIMÉTÉE I^{er} (en grec, cela signifie celui qui réfléchit après), le grand vitupérateur contre les banques et leurs bonus (et ses collègues du G 20), a oublié que dans le système financier actuel ce sont les bourses qui font le plus de dégâts. Rien n'est proposé pour les réformer alors qu'il faudrait tout simplement les supprimer, comme l'a écrit Frédéric Lordon dans le *Monde diplomatique* de février. Ici, je m'inspire de ses considérations qui méritent d'être largement diffusées.

À l'origine, au XIX^e siècle, les bourses d'actions ont été créées pour financer le développement de sociétés dans des domaines où les capitalistes privés de l'époque n'avaient pas les moyens de réunir le fric nécessaire : chemins de fer, canaux, grosses industries, etc. C'est dans ce but qu'ont été créées les sociétés anonymes par actions vendues dans le public par émissions de titres de parts de propriété dans le capital. Ce que l'on appelle aujourd'hui le

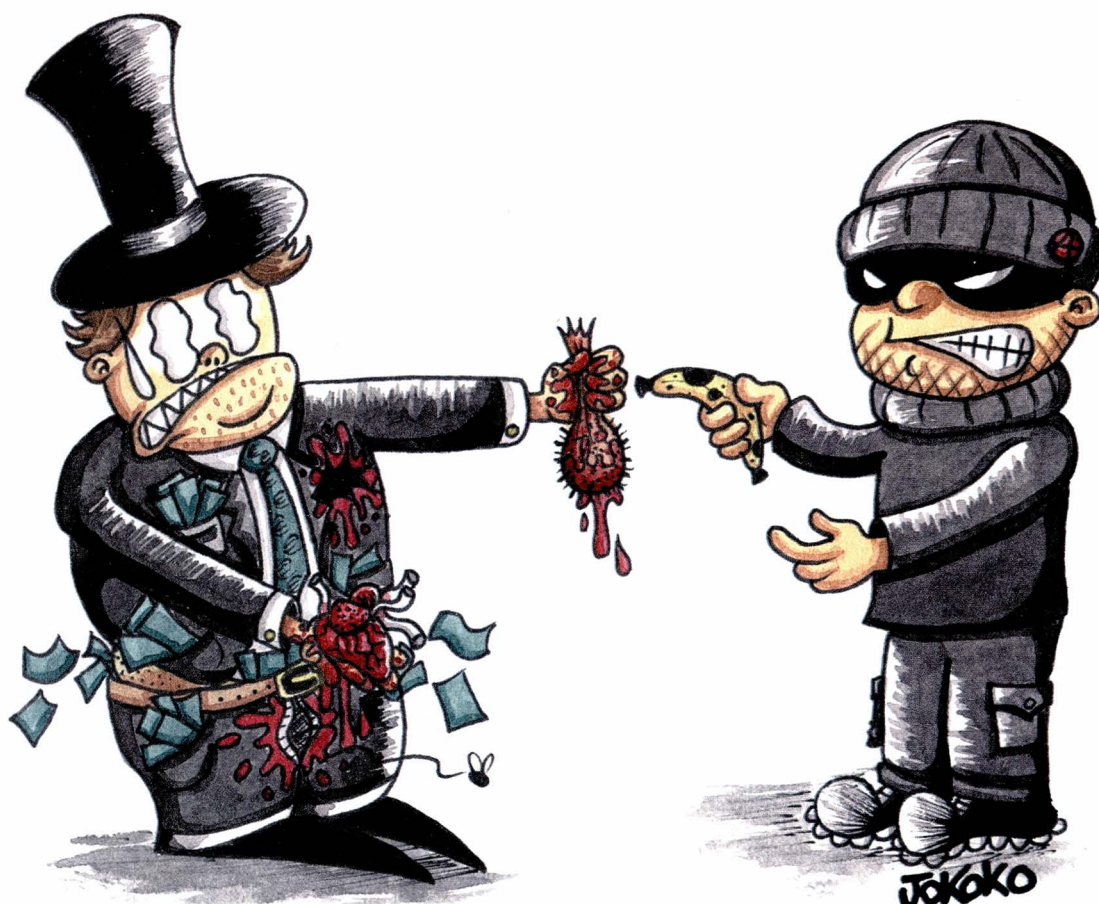
réunir le capital de départ par émission d'actions, nul n'était besoin des bourses : les banques le faisaient très bien et peuvent tout aussi bien le faire aujourd'hui.

Rappelons-nous que le capitalisme a pour logique l'accumulation permanente et exponentielle du profit et depuis longtemps les bourses sont un des moyens de la course au toujours plus de fric. Mais ce n'est qu'un instrument, ce qu'il faut supprimer c'est le capitalisme lui-même. Pour l'instant visons les bourses. Celles-ci n'auraient pas une si grande importance si ne s'était institué le principe majeur de « la valeur pour l'actionnaire » car elles sont devenues le lieu géométrique où la maximisation des rentes et plus-values des actionnaires se réalise. Cela se fait par le marché secondaire des titres de propriété (actions surtout et obligations). Ce qui signifie que les titres des entreprises sont sans cesse vendus et achetés en vue de réaliser leur valeur de marché (dite « fair value », valeur honnête !) avec une plus-value.

C'est là le hic : la bourse est l'intermédiaire obligé de la réalisation de la valeur financière des actions ; il en découle moult conséquences dommageables pour la population et rentables pour les détenteurs du capital. Or ces derniers sont largement des « zinzins » (z'investisseurs z'institutionnels) comme les « fonds de pension » par capitalisation mis en place par l'Anglo-Saxie pour servir les retraites, comme les fonds spéculatifs dits aussi fonds de couverture ou « hedge funds », comme les fonds privés dits de « private equity » (Balckstone ou

Nul n'était besoin des bourses : les banques le faisaient très bien et peuvent tout aussi bien le faire aujourd'hui.

marché primaire des actions (ou obligations). L'avantage était décisif : répartition des risques entre la multitude des actionnaires (qui furent cependant souvent pigeonnés, comme dans l'affaire du canal de Panama) et collecte du capital financier nécessaire. Notons que pour



Carlyle par exemple ou le fonds créé par le baron Sellièrre en France), comme les multinationales qui placent leurs liquidités en bourse afin de spéculer et d'arrondir leurs bénéfices. Une étude a récemment montré que sur le capital investi par les salariés anglais pour préparer leur retraite, seulement la moitié était par eux retrouvée dans leur pension. En ce qui concerne les fonds de pension (ou autres) qui détiennent un capital suffisant pour siéger au conseil d'administration, l'objectif est simple : faire monter le plus haut et le plus vite possible la valeur des titres qu'ils détiennent. En effet, le service des pensions nécessite des plus-values parce que sur les fonds souscrits par les futurs retraités et capitalisés, il faut tenir compte de l'inflation et surtout payer des frais de gestion considérables et des commissions très importantes pour les opérations de vente ou d'achat des titres boursiers garantissant les retraites. On les estime à 10 % alors que le paiement des pensions en nécessite déjà 5, soit 15 % en tout. Et c'est donc ce qui explique le chiffre magique des 15 % de rendement exigés des entreprises cotées.

La conjonction bourse/fonds d'investissement et de pension force donc les marchés de titres vers le haut, pousse à la spéculation et au rendement par tous moyens, y compris frauduleux : opérations fictives et appel aux paradis fiscaux (filiales notamment) pour camoufler l'état réel de la situation de la boîte comme l'ont montré les exemples d'Enron, de WorldCom, de Parmalat, de Vivendi ; rachat de ses propres titres pour augmenter le dividende

par action restante ; usage incontinent du *leverage buy out* (LBO ou achat d'une entreprise quasiment à crédit en lui faisant rembourser l'emprunt en profitant de l'effet de levier du crédit) ; fusions-acquisitions pour faire des économies d'échelle par concentration ; achat des concurrents pour piquer leur marché (en général par échange de titres, ce qui conduit l'entreprise acheteuse à surévaluer les siens par tout moyen) ; séduction des agences de notation en leur achetant des services pour qu'elles cotent au mieux ; toutes les techniques du management « moderne » visant à diminuer les coûts et à augmenter la productivité (externalisation, délocalisation, précarisation de l'emploi, sous-traitance, réorganisation, etc.) ; emprunts à très faible taux d'intérêt (ce qui était la politique de la Fed ou Banque centrale ou réserve fédérale des États-Unis, avec le gourou Greenspan) pour acheter ses propres titres ou d'autres maisons ; remplacement des activités de production et des investissements par de la spéculation financière ; évasion fiscale (en France, les entreprises du CAC 40 ne payent que 8 % réels d'impôt sur les bénéfices alors que le taux théorique d'imposition est de 33 %) ; etc.

Cette course folle au rendement de plus de 15 % (impossible à tenir car la croissance du PIB des pays dits développés n'est que de 2 %) a été facilitée par la mise en place d'une nouvelle comptabilité (normes pondues par une association privée typiquement anglo-saxonne) qui prend en compte les valeurs de marché, les actifs immatériels (brevets, logos,

marques, etc.) et même les promesses de marchés ou de clientèles espérées !

Cette congruence bourses/fonds procure la logique même de la spéculation, les fonds cherchant la maximisation du rendement du capital financier et la bourse étant son espace de réalisation. Les fonds sont logiquement le résultat de la logique de capitalisation individuelle que les Anglo-Saxons ont introduite dans leurs systèmes de retraite et d'assurance au détriment des régimes par répartition et des mutuelles d'assurance. Aujourd'hui, les profits boursiers représentent 41 % de la totalité des rentrées financières aux États-Unis ! C'est que l'on spéculer sur tout : les monnaies (marché monétaire), les titres, les matières premières, les produits agricoles (bourse de Chicago, première bourse mondiale là), les métaux, le pétrole, etc. Les Anglo-Saxons ont aussi inventé des marchés financiers inorganisés ou déréglementés où l'on peut sans contrôle boursicoter à terme (à échéance sur la valeur future d'un actif soit à la hausse soit à la baisse) et, ô miracle, « à découvert », c'est-à-dire en ne garantissant qu'une toute petite partie des montants engagés.

C'est constitué maintenant d'écritures numériques sur ordinateur (voyageant à la vitesse de la lumière ou presque sur le Web) enregistrant les engagements et eux-mêmes échangeables sur les marchés financiers *ad hoc*, dits de produits dérivés par rapport aux valeurs initiales considérées. Frédéric Lordon donne l'exemple du pétrole, marché sur lequel (après la crise éclatée en 2008) un seul



tanker réel et plein correspondait à plus de 1 000 transactions, ce qui a fait monter à l'été 2008 le prix du baril de pétrole à près de 150 dollars.

Évidemment, c'est risqué. La première astuce consiste à se couvrir en passant deux ordres de sens contraire (hausse et baisse simultanément) avec une très faible différence dans l'espoir de gagner sur l'un des deux en minimisant ainsi le risque à cet écart minime. Celui-ci porte sur des volumes considérables et donc le gain l'est aussi. On a trouvé mieux : ce sont les *credit default swaps* (CDS), échanges de défauts, donc non-remboursements de crédits, pour les sommes non garanties lors de la spéculation à découvert ou sur les pertes éventuelles si le spéculateur ne peut tenir ses engagements ou essuie des pertes. Ces CDS sont en quelque sorte des assurances qui sont prises par le spéculateur auprès de boîtes spécialisées. La plus grosse était l'assureur AIG (via sa filiale anglaise, laquelle avait vendu la chose aux banques européennes qu'il fallait rembourser) qui n'avait pas provisionné ses engagements en CDS et que les États-Unis ont renfloué à hauteur de 180 milliards de dollars. Les CDS représentent 60 000 milliards de dollars, soit le PIB mondial. On a aussi inventé les *credit debt obligations* (CDO, en fait du millefeuille de titres de créances divers, notamment les hypothécaires pourris des « subprimes » ou prêts avec taux d'intérêt renforcé et juteux, « surprimes », consentis aux plus pauvres accédants à la propriété de leur logement ; donc c'est une opération de « titrisation » rendant vendables des dettes incertaines à la base et surtout dégageant la responsabilité des banques les détenant auparavant) et autres titres du même acabit (ABS notamment, *assets backed securities*). Et, évidemment, ces CDO pouvaient eux-mêmes faire l'objet de marchés spéculatifs et donc de CDS. À tel point que l'ensemble des produits dérivés spéculatifs propulsés par les bourses représente, tenez-vous bien, environ 600 000 milliards de dollars, soit dix fois le PIB mondial !

Notons au passage que les flux d'argent ne vont plus des bourses vers les entreprises ayant besoin d'augmenter ou de créer leur capital par émission d'actions mais, au contraire, des secondes vers les premières car spéculer est devenu l'activité souvent la plus rentable des boîtes multinationales. Celles-ci n'investissent plus guère dans la production ;

Il faut donc évidemment supprimer les bourses, à commencer par celles où l'on peut boursicoter à découvert et à terme.

elles achètent leurs concurrents, ce qui constitue en fait la plus grosse part des fameux investissements directs à l'étranger (IDE). Dans ce cadre, les politicards français

ont tort de se réjouir de ce que la France soit un des lieux favoris d'atterrissage desdits IDE : cela signifie tout simplement que l'étranger s'empare du capital des entreprises françaises.

Aujourd'hui, après l'apogée de la crise qui, naturellement, est loin d'être terminée tant que l'océan des CDS n'aura pas été éliminé, les banques se sont refait une santé en continuant de spéculer via les bourses en tout genre. La combine est simple : emprunter à très bas prix auprès des instances publiques pour financer des spéculations rapportant bien plus. Les armes de destruction massive du bien public et des ressources des populations sont donc toujours opérationnelles malgré les rododendres et les tartarinades des dirigeants politiques de la planète. Rappelons

Cela signifie tout simplement que l'étranger s'empare du capital des entreprises françaises.

que, au plus fort de la crise, pour se renflouer, les banques et autres financiers s'étaient mis à spéculer sur les denrées alimentaires et les produits agricoles, ce qui avait conduit à des émeutes de la faim. On cite l'exemple d'un cargo de riz qui attendait en mer avant de s'amarrer au port que sa cargaison ne fasse plus l'objet de spéculations !

Il faut donc évidemment supprimer les bourses, à commencer par celles où l'on peut boursicoter à découvert et à terme. Mais il faudrait aussi casser les CDS, les CDO, obliger les banques à détenir de vraies réserves comme gage des crédits qu'elles accordent et à séparer leurs activités de dépôt de celles d'investissement et d'affaires, etc. Il faudrait surtout interdire la capitalisation individuelle comme mode de financement des retraites et des assurances sociales. On pourrait à la place créer une capitalisation sociale finançant la construction de logements sociaux et le développement de coopératives, mutuelles, associations de service, notamment pour les services sociaux, via la mise en place d'une « banque du peuple » (Proudhon) autogérée par ses destinataires. Les loyers et les revenus de ces institutions serviraient les retraites. Il faudrait, de façon générale, éradiquer tous les moyens de la logique de la poursuite de la rentabilité sans règles. Et de fil en aiguille on aboutirait à la suppression du capitalisme comme logique d'accumulation privée au détriment de la collectivité. On se reporterait au fédéralisme mutualiste proudhonien qui lie le politique, le social et l'économique, qui repose sur le droit élaboré par les acteurs sociaux, qui répartit et décentralise le pouvoir de façon que l'État soit remplacé par un pouvoir politique à la fois démocratique, pluraliste, issu (et inséré dans, au lieu d'être extérieur et au-dessus) de la société civile et cogéré avec la participation de tous à la chose publique.

J.L.

La Shoah

Pierre Sommermeyer

UNE RÉUNION, À L'APPEL d'un groupe de Juifs antisionistes et des Indigènes de la République, a été annoncée par voie de mails, à Paris, autour de l'idée de la mémoire des massacres de masse. En soi, rien de bien exceptionnel même si l'on ne peut que déplorer le peu de place que tiennent ces événements dans la mémoire collective. L'histoire humaine est « riche » de ces faits tragiques depuis bien des siècles, si ce n'est des millénaires. Cependant, dans le cas présent, il s'agit de tout autre chose. Il y a là une démarche politique cachée, il s'agit de requalifier ce que l'on appelle aujourd'hui la Shoah.

Les massacres de masse

Le nombre de villes passées au fil de l'épée dans l'Antiquité ne se compte pas. La Bible elle-même en énumère quelques-unes. Gengis Khan puis Tamerlan, du XIII^e au XIV^e siècle, enseignèrent la valeur du massacre comme moyen efficace de conquête. Aujourd'hui, certains démographes estiment la population précolombienne des Amériques à environ 150 millions de personnes. La brutalité meurtrière des conquérants européens jointe aux germes de maladies qu'ils transportaient avec eux sont à l'origine d'un ethnocide sans commune mesure jusqu'à nos jours. La campagne du Palatinat menée par Louis XIV est encore gravée dans les mémoires locales. Le roi des Belges était propriétaire d'un territoire dont la superficie était sans commune mesure avec son royaume. Il s'agit du Congo belge, pays que l'on appelle aujourd'hui République démocratique du Congo. Il n'a toujours pas été possible d'évaluer exactement le nombre de millions de personnes que les colonisateurs ont fait passer de vie à trépas afin de mettre la main sur les richesses locales avec la bénédiction, comme dans bien des endroits, de l'Église catholique. Pensons aussi un moment à ces Australiens qui se rangèrent sur une ligne

et traversèrent la Tasmanie en tuant systématiquement tous les Aborigènes qu'ils rencontrèrent. On pourrait de même évoquer les massacres de Sétif, en Algérie, en 1945, comme ceux de Madagascar, un peu plus tard, aussi terribles les uns que les autres, avec le même but empêcher que des esclaves de fait puissent réclamer leur indépendance. On pourrait aussi parler des exécutions à la chaîne exécutées sur ordre de Staline, les exécuteurs soumis à des quotas, demandant des autorisations de dépassement. Il ne faudrait pas oublier les famines causées par l'impéritie criminelle des gouvernants, comme en Russie soviétique ou en Chine. Plus près de nous, il y eut les génocides du Cambodge et du Rwanda, ceux de l'ex-Yougoslavie, et probablement j'en oublie. Parmi tous ceux-là, le seul qui continue à poser problème est celui qui porte le nom de Shoah. Pour tous les autres, soit ils ont été oubliés, enfouis dans la mémoire, soit, pour les plus récents, ils ont été confiés à un tribunal international afin que tout un chacun, vous comme moi, puisse dormir en paix.

Une histoire de l'humanité à travers les massacres reste à écrire. Cela changerait de celle des grands hommes, ou plutôt cela les remettrait en perspective. La réunion, citée plus haut, avance que « la hiérarchisation des identités – que ce soit sur des bases raciale, religieuse ou ethnique – est le résultat d'une construction intéressée ». En fait, la question qui est posée est celle de savoir si la liquidation des Juifs est un massacre de masse comme un autre ou si elle est spécifique.

Spécificité de la Shoah

Dans un premier temps, il faut avancer, et cela est incontestable, que c'est la seule extermination qui ait un antécédent idéologique plus que bimillénaire. Ce massacre de masse n'aurait pas eu lieu sans la préexistence de l'antisé-

mitisme. Ce dernier est pratiquement contemporain de la constitution en entité religieuse organisée du peuple juif, au III^e siècle avant notre ère. Cet antisémitisme antique a été prolongé par le christianisme au cours des siècles suivants. Régulièrement, les Juifs ont été accusés de tous les maux. Les pogroms ont marqué leur histoire de façon continuelle. Les Croisades ont été l'occasion de purifier certaines villes de cette « engeance ». Dans les pays slaves, les pogroms ont rythmé l'histoire officielle. Nulle part une telle haine n'a poursuivi pendant aussi longtemps une population donnée, et dans autant de pays différents, de l'Espagne à la Russie. Le Juif est partout et encore aujourd'hui, indépendamment de l'affaire israélo-palestinienne, sujet au moins de méfiance si ce n'est de défiance.

Dans un deuxième temps, il faut rappeler que parallèlement à la Shoah, l'extermination a aussi concerné les homosexuels, les Tsiganes et les arriérés mentaux. Autant les défenseurs de son historicité que ses contempteurs ont tendance à oublier cela, parce qu'au fond cela ne cadre pas avec les arrière-pensées des uns et des autres. La présence dans ce massacre de ces trois catégories spécifiques est l'illustration de l'exécution de l'idéologie raciale nazie. Il faudrait là, se replonger dans la conception du monde du national-socialisme.

En cela la Shoah est unique, elle est à la fois la toile de fond et le résultat de la conception d'une société basée sur la supériorité d'une race. Nulle part, dans aucun massacre, une telle folie n'a été à l'œuvre. Si en Afrique du Sud, au temps de l'apartheid, comme en Amérique du Nord au temps de l'esclavage, les Noirs étaient considérés comme inférieurs, ceux qui les opprimaient ne se considéraient pas comme une race de seigneurs, l'instauration d'un Reich de mille ans leur était étrangère, sauf pour une minorité des tenants de l'apartheid dont on sait les liens avec les nazis.



De même la « dispute » de la Renaissance qui tendait à savoir si les peuples conquis, les Indiens d'Amérique, avaient ou non une âme avait pour finalité d'une part la possibilité de leur salut à la sauce chrétienne ou celle de leur exploitation sans scrupule par un capitalisme mondialisé naissant.

L'autre spécificité de la Shoah est son exécution. La mise en pratique de cette idéologie raciste doit être rappelée. Elle débute avec les lois de Nuremberg édictées dès 1935. Cette situation « légale » va rencontrer une situation concrète dès le début de la guerre en Pologne puis en Russie. Les troupes allemandes dans leur avancée foudroyante vont se retrouver avec des pans entiers de villes où elles auront rassemblé dans des conditions effroyables des Juifs rafles sur place ou dans les campagnes. La logique va alors faire son œuvre. L'immobilisation de forces armées,

nécessaires par ailleurs au front de l'Est, jointe à cette idéologie raciste, vont amener les décideurs à élaborer et mettre en place la solution finale permettant la création d'une race supérieure. À partir de ce moment-là, c'est-à-dire le 20 janvier 1942, lors de la conférence de Wannsee, il suffisait d'utiliser les moyens industriels déjà existants et de rationaliser à l'extrême le massacre qui avait déjà commencé sous des formes artisanales.

Enfin l'espèce de fétichisme qui entoure cette histoire dramatique tient aussi au fait que les Juifs religieux se sont trouvés incapables de donner une explication, cohérente avec leur croyance, à cette volonté de les faire disparaître. Aux questions qu'ils se posent comme « Y a-t-il eu colère de Dieu ? » les réponses apportées sont invraisemblables. S'il y a eu « colère de Dieu », cela revient à exonérer les auteurs de ce crime de toute respon-

sabilité objective, ces derniers n'ayant été eux-mêmes que le bras armé d'un Dieu vengeur. Avec cette dernière raison comme justification ultime, on resterait dans le mystère et cela ferait donc de « l'Holocauste » un événement inexplicable. Toute réponse sensée doit alors faire l'impasse sur la question religieuse.

Israël, la Palestine et la Shoah

C'est ici que se trouve le nœud du problème, dans le régime de terreur, d'autoritarisme sans recours que l'État d'Israël impose aux Palestiniens. Bien que la revendication de la création d'un État pour les Juifs soit apparue bien avant la solution finale, moment où dans la mémoire juive n'existait que celle des pogroms qui avaient ponctué pendant des siècles son histoire, il est indéniable que la réalisation de cette revendication est due à la mauvaise conscience des puissances occidentales après la guerre et la découverte des camps de concentration et des chambres à gaz qu'ils contenaient. C'est le premier point. Ensuite arrive le fait que le récit de la Shoah semble être devenu une vérité officielle, qui ne peut être remise en cause et qui peut dans certains pays être à l'origine de lois mémorielles comme en France avec la loi Gayssot en 1990. Si cette vérité a besoin d'une loi et d'un discours d'État pour être énoncée, c'est peut-être qu'elle n'est pas aussi vraie que cela. C'est dans cette étrange alternative que se sont engouffrés les révisionnistes de tous poils dont le plus célèbre est Faurisson rejoints par d'ultra-minoritaires ultra-gauchistes embarqués dans un discours d'une dialectique folle.

Aujourd'hui, Israël et ses partisans, face aux reproches encourus causés par leur pratique quasi terroriste du maintien de l'ordre en Palestine et à Gaza n'ont plus pour justifier l'injustifiable que le recours systématique à l'excuse de la Shoah. Le président iranien en proférant ses menaces à l'encontre d'Israël alimente cette paranoïa victimaire. La montée en puissance des forces religieuses extrémistes juives produit une idéologie raciste, le Palestinien perdant sa qualité d'homme ou de femme pour devenir une simple menace permanente.

Massacre de masse et Shoah

Dans ce contexte-là, ne pouvant nier la réalité de la solution finale, de nouveaux révisionnistes, mus par leur solidarité avec le peuple palestinien, tentent de défétichiser la Shoah, d'enlever à Israël sa justification victimaire en la considérant comme un massacre comme un autre. Accepter cette démarche c'est refuser que ce qu'ont fait les nazis et leurs alliés est plus qu'un simple massacre. Accepter cette démarche c'est refuser de s'interroger sur ce qui s'est passé pendant ces années terribles. Accepter cette démarche c'est aussi trouver normal que l'humanité passe de massacres en massacres sans jamais s'interroger sur sa propre responsabilité, puisque ce sont toujours les autres qui font cela.

P.S.

Howard Zinn,

un historien dissident

La

LE 27 JANVIER 2010, Howard Zinn a quitté ce monde à l'âge de 87 ans. En France, le nom de cet historien étasunien ne dira peut-être pas grand-chose, à l'exception de quelques spécialistes de la discipline et d'un nombre conséquent mais malgré tout réduit de militants anticapitalistes. Aux États-Unis, en revanche, mais aussi au Canada, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, en Amérique latine, au Japon et même jusqu'en Chine, ce nom symbolise aux yeux de beaucoup la révolte permanente d'un intellectuel qui, loin de se satisfaire de la place confortable et enviée qu'il occupait dans le milieu universitaire, a préféré mener une lutte sans relâche contre la domination, l'exploitation et les inégalités, et contre le système qui les engendre.

À l'annonce de son décès, son ami Noam Chomsky, autre grande figure de la mouvance « radicale » étasunienne, a déclaré : « Il a fourni une extraordinaire contribution à la culture intellectuelle et morale américaine. Il a changé la conscience de l'Amérique dans un sens hautement constructif. Je ne peux réellement pas songer à quelqu'un à qui je puisse le comparer sous cet angle. » Effectivement, sa vie comme son œuvre, indissociables, comme on va le voir, offrent l'exemple d'un engagement sans faille dans la lutte contre l'ordre des choses existant. Par la plume et le verbe, mais aussi sa présence physique, Howard Zinn a été de tous les combats. En bonne place, c'est-à-dire au premier rang, du mouvement antiraciste et antiségrégationniste pour les droits civiques, dans les mobilisations contre la guerre du Vietnam, aux côtés des ouvriers et des employés en lutte contre le patronat ou le gouvernement, comme témoin à décharge dans les tribunaux pour soutenir les activistes de gauche soumis à une justice inique, au milieu des manifestants à Seattle en novembre 1999 contre l'Organisation mondiale du commerce, en opposant résolu à la nouvelle croisade impériale menée en Afghanistan et en Irak, et l'état d'exception instauré au nom de la lutte antiterroriste, etc. Nourris par une documentation abondante et une réflexion approfondie, ses cours et ses interventions publiques, ainsi que ses écrits, peuvent s'interpréter comme autant d'incitations réitérées à la désobéissance civile contre les injustices.

Issu d'un milieu modeste de Juifs immigrants – le père était serveur et la mère femme au foyer –, Howard Zinn, après des études dans l'enseignement public, travailla comme ouvrier dans la réparation navale avant de s'enrôler dans l'armée de l'air en pleine Seconde Guerre mondiale. Son courage à bord d'un bombardier lui valut une médaille et de terminer comme sous-lieutenant. Cependant, une fois découverts les enjeux qui se dissimulaient derrière « la plus juste des causes », à savoir l'antifascisme, il se décida à livrer désormais bataille contre le bellicisme et l'impérialisme. Il bénéficia ensuite, comme tous les GI's, de la possibilité d'entrer à l'université. Il y poursuivit brillamment ses études d'historien dans divers établissements d'enseignement supérieur, tout en effectuant de « petits boulots » manuels pour les financer, comme le chargement de camions dans un entrepôt. Il parachèvera son cursus comme professeur de sciences politiques à l'université de Boston.

Howard Zinn a acquis la célébrité avec *Une histoire du peuple américain*, œuvre magistrale à propos de laquelle la plupart de ses confrères, y compris les plus opposés à ses vues progressistes, reconnaissent que l'on ne peut plus, sans l'avoir lue, penser scientifiquement la naissance et le développement de cette nation¹. Éblouissante fresque sur la face cachée, à la fois sombre et souvent sordide, de la constitution et de l'essor des États-Unis, cet ouvrage hors du commun tranchait avec les récits apologétiques sur le sujet qui prévalaient jusque-là. Ses héros n'étaient pas les Pères Fondateurs, comme le voulait la légende officielle – nombre d'entre eux étaient des propriétaires d'esclaves profondément attachés au statu quo –, mais plutôt les petits fermiers révoltés par leur endettement et par l'augmentation des taxes de la rébellion de Shay² ou les leaders syndicalistes des années 1930.

À l'annonce de la mort de l'historien, l'acteur Ben Affleck, un voisin et ami de la famille Zinn qui avait grandi avec ses enfants, a déclaré : « Howard avait une réelle grandeur d'esprit et était l'une des grandes voix dans la vie politique américaine. Il m'a enseigné combien le dissensus était une chose précieuse – combien il était nécessaire – pour la démocratie et pour l'Amérique elle-même. Il

Jean-Pierre Garnier



m'a enseigné que l'histoire était faite par chacun, et non par les élites. J'ai eu assez de chance pour le connaître personnellement et j'emporterai avec moi ce que j'ai appris de lui – et j'essaierai de le transmettre à mes propres enfants, en souvenir de lui. »

Dès les années 1980, Zinn avait été intégré, en effet, à la culture populaire de son pays. Le chanteur Bruce Springsteen, par exemple, avait écrit et enregistré son album *Nebraska* sur la base de sa lecture d'*Une histoire populaire*. En 1997, cette somme, devenue un best-seller, fera une brève apparition verbale dans le film *Good Will Hunting* de Gus van Sant. Le personnage principal, joué par Matt Damon, en compagnie de Ben Affleck, y fait l'éloge d'*Une histoire populaire des États-Unis*, et presse le personnage joué par Robin Williams de le lire au plus vite. Comme Ben Affleck, Matt Damon, qui avait coécrit le scénario, avait passé son enfance dans le même quartier que la progéniture des Zinn. Matt Damon participera plus tard à une version télévisée du livre, *Le Peuple parle*, et, en tant que narrateur, en 2004, à un documentaire biographique sur l'historien dont le titre burlesque était censé résumer la philosophie : *Howard Zinn : vous ne pouvez pas être neutre dans un train en marche*. De fait, la neutralité affichée par ses collègues comme gage de scientificité pour leurs recherches, en histoire mais aussi en sociologie, en géographie et, à plus forte raison, en sciences politiques et en économie avait le don de l'exaspérer. Il s'en expliquera dans une superbe autobiographie, pleine du bruit et de la fureur des années agitées où Howard Zinn se trouvait souvent au cœur de la mêlée, sans se laisser démonter par les déboires que cet engagement lui valut : procès, prison, licenciement³.

Howard Zinn, cependant, n'est pas seulement l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages qui ont fait date et de multiples articles. Pour populariser sa vision de l'histoire, il n'hésita pas à la faire porter en scène dans des pièces dont certaines ont été traduites en français. À la question oiseuse de savoir s'il était marxiste ou anarchiste, le titre de deux de ces pièces apporte un début de réponse. En suivant *Emma* nous entraîne à la suite de la militante juive anarchiste Emma Goldman, dépeinte comme une femme spirituelle et sensuelle, dans plus d'un demi-siècle d'histoire sociale : grèves ouvrières, utopies collectives, émancipation féminine, amour libre...⁴ *Karl Marx, le retour*, farce désopilante et acide qui ne peut que déconcerter voire choquer les marxistes d'appareils ou d'État qui n'ont cessé de se réclamer de lui pour imposer de nouvelles formes d'oppression⁵. Pour dissiper tout malentendu, il suffit de reproduire ce que Zinn en disait dans sa présentation : « J'ai écrit cette pièce à une période où l'effondrement de l'Union soviétique génère une liesse presque universelle : non seulement l'"ennemi" était mort, mais les idées du marxisme étaient discréditées [...]. Je voulais montrer Marx furieux que ses conceptions eussent été déformées jusqu'à

s'identifier aux cruautés stalinienne. Je pensais nécessaire de sauver Marx non seulement de ces pseudo-communistes qui avaient installé l'empire de la répression, mais aussi de ces écrivains et politiciens de l'Ouest qui s'extasiaient désormais sur le triomphe du capitalisme. Je souhaite que cette pièce n'éclaire pas seulement Marx et son temps, mais également notre époque et la place que nous y tenons. »

Pour pouvoir pleinement se consacrer à l'écriture et à ses activités militantes, qui ne faisaient qu'une pour lui, Zinn mettra fin par anticipation à sa carrière universitaire. Comme on pouvait s'y attendre, il partit en beauté. Pour son dernier cours, il avait décidé de l'abrégé la séance de trente minutes. Aux cinq cents étudiants venu l'écouter, il annonça : « Je termine maintenant car je dois rejoindre un piquet de grève. Ceux qui le souhaitent peuvent me suivre. » Une centaine d'entre eux lui emboîtèrent le pas.

Howard Zinn est décédé à un âge que l'on peut considérer comme avancé. Les circonstances de sa disparition valent néanmoins d'être mentionnées. Son cœur l'a lâché alors qu'il sortait d'un meeting pour se rendre à une manifestation. Autant dire qu'il est mort comme il a vécu : en résistant de tous les instants, jusqu'au dernier. L'hommage funèbre qui lui est dû n'a donc rien à voir avec un

enterrement. En avril prochain, les éditions Agone feront reparaitre sous un autre titre et avec une préface inédite *Nous, le peuple des États-Unis*⁶. Ceux qui entreprendront de lire ce texte s'apercevront vite que la pensée subversive de cet historien hors norme est plus vivante et plus actuelle que jamais. J.-P. G.

1. Howard Zinn, *Une histoire du peuple américain. De 1492 à nos jours*, Agone, 2002.

2. Du nom de Daniel Shay, ouvrier agricole engagé dès 1775 dans les troupes révolutionnaires de la guerre d'Indépendance. Il la finira avec le grade de capitaine. Après sa démobilisation en 1780, il devra attendre longtemps le versement de sa solde. Mais très vite ses dettes augmenteront. L'amertume d'avoir combattu pour une république qui ne lui donne rien le poussera à se porter en 1787 à la tête d'un petit groupe armé de révoltés.

3. Howard Zinn, *L'Impossible neutralité. Autobiographie d'un historien et militant*, Agone, 2006.

4. Howard Zinn, *En suivant Emma, pièce historique sur Emma Goldman, anarchiste et féministe américaine*, Agone, 2006.

5. Howard Zinn, *Karl Marx, le retour, pièce historique en un acte*, Agone, 2002.

6. Howard Zinn, *Désobéissance civile et démocratie*, Agone, 2010.



21 06

No-Tav

Italie : janvier 2010. Retour en force du mouvement No-Tav en vallée de Susa

Équipe Relations internationales de la Fédération anarchiste

LES JOURNÉES DU 9 AU 24 JANVIER ont vu le retour en masse des travaux d'excavation et de forage sur la future ligne Tav (*treno ad alta velocità* = train à grande vitesse) Lyon-Turin ; loin de rester passif devant ce spectacle, le mouvement No-Tav de Turin et de la vallée de Susa a multiplié les manifestations et les piquets d'occupation des points de forages, empêchant par là-même les travaux d'avancer à un rythme normal.

En effet, les signalements et les occupations des zones de forages ont non seulement amené les entreprises de travaux concernées à devoir faire circuler les foreuses de nuit, et ce sous bonne escorte policière, mais encore à devoir les effectuer dans des zones difficiles d'accès ou désertes (décharges, zones industrielles, etc.). Résultat : ces travaux de forage, prévus pour durer des semaines, n'auront jusqu'à présent totalisé que trois journées de travail effectif, mobilisant des centaines de policiers et carabiniers. Le mouvement No-Tav a, en se mobilisant, rencontré comme en 2005 la sympathie et le soutien des habitants (et ce malgré les campagnes d'intox des médias « officiels » qui faisaient état de prétendues agressions de la part des No-Tav envers les ouvriers de ces chantiers de forages) ; il a aussi démontré qu'il pouvait être mobile (les zones de forages étant multiples) et autogestionnaire.

Petite chronologie des événements

9 janvier : premier piquet d'occupation à Susa contre la mise en place des foreuses.

12 au 15 janvier : piquet d'occupation devant la gare de Collegno (autre zone de forage) ; la durée exceptionnelle de ce piquet (quatre jours et trois nuits consécutifs) sera l'occasion pour les No-Tav de tisser des liens avec la population et d'informer sur le mouvement : « En quatre jours, autour des feux du piquet d'occupation, des centaines de personnes sont passées ; des No-Tav mais aussi des citoyens ordinaires de Collegno qui voulaient comprendre la situation. Beaucoup ont été ceux qui ont apporté quelque chose à manger ou du bois pour alimenter les feux de camps, signe que la solidarité grandit jour après jour. Pendant trois jours, alors que la foreuse sondait un terrain déjà maintes fois sondé, nous avons informé tous ceux qui passaient, avons tracté sur les places, les marchés, dans les écoles. Chaque soir nous avons partagé la nourriture et discuté dans de longues

assemblées ou en petits groupes : une expérience de socialité et d'autogestion précieuse pour un mouvement qui grandit dans la lutte et la résistance » (info mail Fai du 18 janvier 2010).

20 janvier : grande assemblée générale des mouvements No-Tav à Turin qui aboutira à la naissance d'une assemblée permanente dont le slogan est « No-Tav No Trivelle » (pas de Tav, pas de foreuses).

23 janvier : manifestation dont le départ était, symboliquement, la zone de l'autoport de Susa. Les zones de forages continuent à se multiplier dans la zone Turin-Val Susa ; les piquets d'occupations et les manifestations aussi.

Tract distribué à cette occasion

« À Turin, et dans la vallée de Susa, les entrepreneurs tentent d'imposer les opérations de forages pour le Tav. Le Tav – train à grande vitesse – est une entreprise inutile, nuisible, destructrice.

Une entreprise qui a déjà dévasté la moitié de l'Italie. Partout on retrouve la pollution des sols, un bruit insupportable, la perte de ressources hydriques, la destruction irréversible de l'environnement, des maisons démolies, des villes coupées en deux par de hautes murailles.

Chaque kilomètre de la ligne Tav construite en Italie a coûté la vie d'un travailleur.

Une montagne d'argent public a été soustraite aux budgets des transports publics, des écoles, des hôpitaux. Ceux qui construisent gagnent de l'argent – le lobby du ciment, les amis de gauche comme ceux de droite –, nous, nous avons tout perdu.

Beaucoup croient que le Tav Turin-Lyon est une affaire qui ne regarde que la vallée de Susa, mais ils se trompent : l'impact de cette entreprise et des chantiers sera ressenti partout. Avec ce nouveau tracé, le Tav traversera la ville [de Turin, ndr], coupera en deux le boulevard périphérique, démolira des maisons. Des décennies de travaux et de gênes de toutes sortes nous attendent, ceci afin de faire gagner de l'argent à ceux que l'on connaît. Ce sont les mêmes qui ont détruit les nappes phréatiques afin de creuser les tunnels du Tav de Mugello, les mêmes qui, à l'Aquila, ont construit un hôpital, tout neuf, "antisismique", qui a été pulvérisé à la première secousse d'un tremblement de terre.

Cagnardi, l'architecte qui a préparé le projet pour Turin, a appelé "quille" une maison de huit étages présente sur le parcours du Tav en centre-ville. Les enfants savent quel sort est réservé aux quilles. Dans les dizaines de "quilles" que le TAV rencontrera sur sa route, habitent des hommes, des femmes, des enfants, des gens qui ont peut-être sué sang et eau afin de s'acheter une maison de laquelle ils seront expropriés à bas prix. Les autres, ceux dont la maison ne sera pas démolie, verront (et sentiront) le Tav leur passer littéralement "sous le nez".

La rhétorique de ceux qui veulent que cette entreprise se fasse à tout prix est basée sur un slogan répété de façon obsessionnelle afin qu'il entre dans la tête de chacun d'entre nous : Progrès et connexion à l'Europe. L'image donnée est celle d'une petite Italie écrasée derrière la chaîne des Alpes, alors qu'à l'extérieur trains et autoroutes sillonnent les pays : des camions et des wagons emplis de gâteaux, de bonbons et de bâches qui vont en France, alors que de la France arrivent des gâteaux, des bonbons et des bâches ; la marchandise, produite par la sueur et le sang des travailleurs asiatiques et des mille contrées surexploitées dans le monde (où la globalisation de la misère accompagne la globalisation des biens de consommation), voyage dans les deux sens.

Mais est-ce que tout cela est utile pour nous, pour nos vies ?

Les données, confirmées également par les techniciens gouvernementaux, disent que non. Une ligne qui relie Turin à la France existe déjà mais est sous-utilisée : chaque jour, 78 trains y passent, alors qu'il pourrait en passer 210 avant que la ligne ne soit saturée ; de même le "pharaonique" quai de ferroutage d'Orbassano n'est utilisé qu'au tiers de ses capacités parce que les marchandises à transporter n'existent pas.

Sur la ligne Turin-Lyon, les entrepreneurs privés n'ont pas investi un euro, mais les constructeurs s'apprêtent à récolter des millions. De l'argent public, pris dans nos poches.

En 2005, les barricades ont arrêté le Tav ; les politiciens lui ont rouvert la route.

Les arrêter est possible. À Turin aussi.

Contre ceux qui dévastent notre territoire et mettent à sac les ressources.

Pour la vie, la liberté, le futur de tous.

Signé : Piquet d'occupation turinois de la gare de Collegno, No-Tav, autogestion Turin, Observatoire écologique de Turin »

Résumé fait à partir des communiqués de la Fai-Turin reçus entre le 18 et le 23 janvier 2010. **Les R. int.**

liens et contacts :

collectif « no-tav autogestione-Torino » :

notav_autogestione@yahoo.it

photos et article sur :

http://piemonte.indymedia.org/article/7115

Avoir un sexe en prison

Jacques Lesage de La Haye

jacques.de-la-haye@wanadoo.fr

Groupe Berneri

Émission sur Radio Libertaire : Ras les murs.

ARNAUD GAILLARD est docteur en sociologie. Il vient de publier *Sexualité et prison*, qui est la transposition pour le grand public de sa remarquable thèse de doctorat. De nos jours, l'hypocrisie est toujours de mise en matière d'affectivité et de sexualité dans le monde carcéral. Afin de s'attaquer à cette forteresse, Arnaud Gaillard a interviewé « cinquante hommes dans quatre centres de détention française et onze femmes dans un centre de détention français unique en France ».

Mais il a confronté ses résultats avec d'autres données qu'il a recueillies en Argentine, aux Philippines et au Burundi. Pour élargir sa recherche, il a rencontré des surveillantes, des surveillants, des infirmières, un service psychiatrique complet, du personnel de réinsertion et des conjoints de détenus.

Ce qui apparaît de prime abord, c'est que les détenus ne sont pas égaux, y compris en matière de sexualité. Certains vivent la frustration comme une torture, d'autres s'adaptent tout en souffrant et un troisième groupe semble supporter le manque sans difficulté. Nous pouvons supposer que ces derniers ont une sexualité faible ou ont été habitués à vivre la même frustration à l'extérieur.

De manière générale, l'auteur met en évidence le fait que la masturbation obligée comme moyen de compensation de l'absence de vie sexuelle entraîne une régression psychique chez les prisonniers. De plus, en raison de son contexte d'interdit et de menace permanente, elle s'effectue dans un sentiment de culpabilité. Nous sommes loin du plaisir et de la joie !

Cette situation ne peut qu'aggraver le sentiment de solitude, avec sa perte de l'altérité et la localisation du désir en un inévitable autoérotisme.

Une faille se creuse de plus en plus profondément entre deux images des femmes pour la population pénale masculine : celles qui permettent la satisfaction, comme les actrices des films pornographiques, et celles que l'on respecte, comme la mère, la sœur ou la mère de ses enfants...

Tout détenu est, en principe, appelé à sortir. Nous pouvons donc imaginer que ces représentations voleront en éclats à la libération. Et cela ne s'effectuera pas sans douleur pour les intéressés, mais aussi pour leurs éventuelles compagnes.

En prison, d'une certaine façon, le corps disparaît. En effet, Arnaud Gaillard démontre que la sexualité se résume à la seule génitalité. Tout ce qui entoure les organes sexuels est escamoté !

Le prisonnier en est presque réduit à un fonctionnement du type stimulus-réponse. Les caresses, en tant que telles, sont exclues de la relation sexuelle. L'homme est seul. La rencontre des corps ne fait a priori pas partie de l'univers carcéral.

Dans le cas d'homosexualité de circonstance ou de substitution, des compensations sont possibles. Mais nous ne devons pas perdre de vue que cela ne concerne qu'un faible pourcentage de la population pénale.

Il règne une telle homophobie chez les détenus et les surveillants que, sauf dans quelques établissements comme Caen, il est difficile de s'afficher comme homosexuel.

La normopathie de la prison diffère tellement de celle du dehors que, souvent, les homosexuels sont rabaissés au rang des criminels sexuels, appelés « pointeurs », c'est-à-dire, la lie de la détention.

La revendication virile des prisonniers est exacerbée. De manière frontale et massive, le chercheur observe que beaucoup craignent de devenir impuissants s'ils ne se servent plus de leur sexe pendant des années.

Le fait d'être bafoués, humiliés, quasiment castrés les accule à surenchérir sur les attributs ou les manifestations de leur virilité.

Ce peut être en évoquant des souvenirs, quitte à en inventer, mais aussi à pratiquer la musculation sur un mode obsessionnel ou encore à se démarquer catégoriquement des « pointeurs » et des homosexuels clairement identifiés.

Sur un fond de violence amplifiée par la frustration, cela se traduira par du mépris, des

insultes,
du racket
et des coups.
Parfois par le
viol. Ce dernier cas
de figure peut sembler
paradoxal, car celui qui
viole un violeur s'assimile car-
rément à lui.

Oui, mais en prison, il a le rôle actif. Il
peut alors se targuer, sur un mode ostenta-
toire, de garder le côté masculin. Pire, il arrive
que certains se vivent, en pareil cas, comme
des vengeurs ou des justiciers. Combien de
détenus s'instaurent en juges de leurs cama-
rades, alors qu'ils vitupèrent contre la justice !

Beaucoup de personnes ignorent la réalité
des parloirs. Ceux qui reçoivent des visites
sont minoritaires. Il ne faut pas oublier, non
plus, qu'un pourcentage important de visi-
teurs sont des membres de la famille, mères,
pères parfois, frères et sœurs, surtout. Alors,
ceux qui voient leurs femmes ou compagnes
sont assez peu nombreux. Dans les prisons de
femmes, le pourcentage de maris ou de com-
pagnons est encore plus faible.

Or, la sexualité n'est pas interdite en pri-
son. Elle est niée. C'est comme si elle n'existait
pas. Elle n'est évoquée qu'à travers l'exhibi-
tion de certaines parties du corps, un peu
comme si l'acte sexuel n'était pas nommé.
Seuls sont évoqués, en quelque sorte, l'ou-
trage aux mœurs ou l'attentat à la pudeur.
C'est pire que l'hypocrisie. C'est du déni.

Arnaud Gaillard en rend compte à maintes
reprises, l'administration pénitentiaire n'est
pas à un paradoxe près. Depuis l'apparition du
sida, des préservatifs sont distribués ici ou là,
dans certains établissements. Pourtant, la rela-
tion sexuelle n'est pas autorisée au parloir et,

dans de nombreuses prisons, l'homosexualité
est encore punie.

Depuis, 2003, des « unités de vie fami-
liales » (UVF) ont été mises en place dans les
établissements pénitentiaires français.
Aujourd'hui, seules, sept prisons en sont équi-
pées sur 194. Ceux qui en bénéficient, une très
faible minorité, peuvent s'y rendre une fois
tous les trois mois, pour des durées de huit à
soixante-douze heures, la séquence la plus
longue n'étant autorisée qu'une fois par an !

Les résultats apparaissent globalement
positifs. Qui s'en étonnera ?

Les enquêtes publiées disent que ces ren-
contres font baisser le taux d'agressivité en
détention et permettent de maintenir les liens
familiaux « minima ». C'est de l'ordre d'une
ration de survie... Les Canadiens et les
Suédois, pour ne citer qu'eux, le savent depuis
trente ans...

Pourtant, l'installation de ces parloirs ne
s'effectue que très lentement. Les progrès ne
se font qu'avec circonspection, comme à
regret. Il persiste encore dans nos mentalités
que celui qui a fait souffrir doit aussi souffrir.

Hélas, la souffrance est rarement bonne
conseillère. Dans la plupart des cas, elle
engendre la haine, le désespoir et le désir de
vengeance. Elle explique beaucoup de cas de

décom-
pensations
psycho-
tiques, de flam-
bées délirantes et,
surtout, de suicides.

Combien de temps
faudra-t-il, encore, aux res-
ponsables de la justice et de la pri-
son, pour comprendre que l'éducation, la
thérapie, la fraternité, l'entraide et la solidarité
sont plus efficaces pour changer un être
humain que la vengeance et la punition ?

L'auteur n'a pas la moindre illusion. Il
écrit : « À moins qu'ouvertement les poli-
tiques explicitent une réalité à demi tue et à
demi sue consistant à admettre, aujourd'hui
encore, que la société légitime sous un argu-
ment alternant entre l'efficacité présumée et la
vengeance sociale régulée, la souffrance phy-
sique et psychique comme une punition
idéale. »

Sexualité et prison est un livre hautement
spécialisé et, pourtant, facile à lire et à com-
prendre. Il nous invite à penser au-delà de la
gestion bureaucratique de la délinquance et
de la criminalité. La réflexion d'Arnaud
Gaillard pose avec rigueur les questions clefs
que nous devons aborder au sujet de la prison,
dans le cadre de la gestion de la société. Parmi
ces questions cruciales : quelle place donnons-
nous à la vie et à la liberté ?

J. L. de L. H.

Arnaud Gaillard,
Sexualité et prison,
Éditions Max Milo.



Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre... Le 1^{er} septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.

Le reste c'est de l'histoire... du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89.4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans Le Monde libertaire. À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Tempête sur les planches

Périodicité : 2^e, 4^e, 5^e dimanche du mois. Durée : 90 minutes (14 h 00-15 h 30).

Sujet : le spectacle vivant. Animé par Thomas de Hambourg.

« **TEMPÊTE SUR LES PLANCHES** » est une tribune libre consacrée au spectacle vivant où s'expriment les créateurs de spectacles de théâtre, danse, cirque, arts de la rue, mime ou autres formes scéniques. L'accent est mis sur les thématiques de société et sur l'engagement politique. Une œuvre qui déplace le regard, qui crée des ouvertures et qui est porteuse d'un message subversif, peut autant se créer dans l'institution qu'en dehors, voire contre elle. « Tempête sur les planches » privilégie la création actuelle et les formes libres par rapport au répertoire. Si l'émission voit son rôle surtout dans le soutien aux compagnies indépendantes et aux lieux alternatifs, il ne s'agit pas de créer un ghetto, mais de présenter les créations des lieux engagés pour leur valeur artistique.

Chaque émission peut inclure un éditorial, une revue de presse, des interviews et des chroniques. Les invités apprécient particulièrement l'ambiance décontractée, le temps de parole étendu et la possibilité d'échanger librement, et parfois de manière controversée, avec les autres artistes. Les chroniques sont publiées sur rl.federation-anarchiste.org, dans les pages de « Tempête sur les planches ».

Grenouille noire

En 2003 : naissance d'une Grenouille écolo-libertaire sur 89.4 FM.



AU GRÉ DE LEURS ACTIVITÉS, trois militants se sont croisés et surtout retrouvés autour des idées libertaires affirmées et, plus rare, autour d'une sensibilité écologique avérée. Le trio est composé de Christophe (dit « Noisette »), François Xavier (FX) et moi (Olivier). À l'époque, en 2003, il n'y avait pas d'émissions traitant de l'écologie (au sens large du terme) sur Radio libertaire.

Les choses vont alors s'enchaîner très vite. Le dossier est rapidement ficelé et accepté par Radio libertaire. Les grands principes de l'émission sont simples :

Le thème ? L'écologie, la décroissance et la solidarité internationale.

Le déroulement ? Discussion autour d'un ou deux grands sujets par émission en présence d'invités. L'animateur pose des questions aux invités et fait le lien avec les idées libertaires.

Quand ? Un vendredi sur deux de 21 h 00 à 22 h 30 (en alternance avec les copains d'Offensive libertaire et sociale, qui ont eux aussi déposé leur projet d'émission « Offensive »).

Musique : Quatre à six morceaux, si possible en live (groupe invité) et ayant un lien avec le thème de l'émission.

La première émission « pilote » sur la décroissance a été programmée le 14 novembre 2003.

On nous pose souvent la question : pourquoi « Grenouille noire » ? Eh bien tout simplement parce que la grenouille est censée symboliser une biodiversité abondante (la présence de grenouilles dans votre jardin est plutôt révélateur d'une bonne santé environnementale). Petit clin d'œil aussi aux grenouilles de bénitier qui en revanche ne sont pas les bienvenues. Quant à « noire », inutile de vous préciser à quoi renvoie cette couleur. Pour finir, nous l'avons appris bien plus tard, la grenouille noire existe vraiment (elle est aussi teintée de vert d'ailleurs). Elle est originaire d'Amérique centrale. Les Indiens autochtones l'appellent aussi la grenouille tueuse ou encore grenouille à flèche empoisonnée. En effet, ils la font cuire car, en mourant, cette grenouille sécrète un venin, dont ils enduisent leurs flèches pour chasser. Il s'agit d'une espèce menacée de disparition.

Olivier

Contact : olivier@no-log.org



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



TOTAL

C'est pas dans la poche !



Contre la répression à Poitiers

SUITE AUX ÉVÉNEMENTS DU 10 OCTOBRE À POITIERS, une vague de répression policière et judiciaire a déferlé sur Poitiers, deux militantes du groupe Pavillon Noir en ont subi les conséquences et passent donc en procès le 23 février pour refus de prélèvement ADN et refus de prise d'empreintes et photos pour l'une d'entre elles. Ce procès devrait, espérons-le, être le dernier concernant cette affaire puisque le 19 février sera rendu public le jugement de l'appel concernant cinq jeunes gens passés en comparution immédiate le 11 octobre. Nous avons donc organisé une journée « antidépresseurs » le samedi 20 janvier

afin de rappeler que toute cette affaire n'est pas terminée. Cette journée débutera par un débat autour du fichage, fichage ADN en particulier, à 15 heures puis s'enchaînera avec un moment de restauration vers 19 heures et un concert à 20 heures.

Nous aimerions que cette journée soit un temps fort, aussi nous vous invitons à venir nombreux ainsi que le 19 et le 23 car le soutien n'est jamais vain pour les inculpés.

Groupe Pavillon Noir
de Poitiers

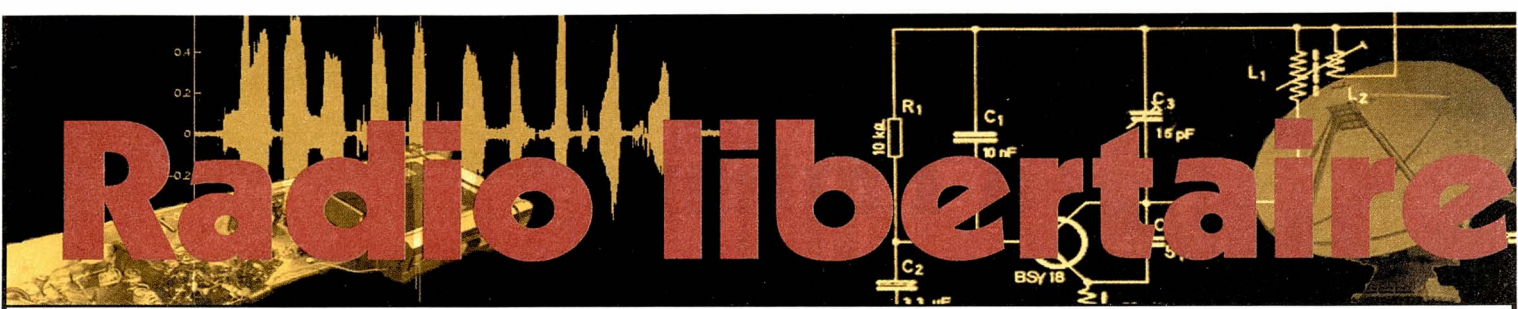
LIBERTE D'EXPRESSION !

89.4Mhz
 EN REGION PARISIENNE
 SUR LE WEB
 PARTOUT AILLEURS !

RADIO LIBERTAIRE

http://rl.federation-anarchiste.org/

Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.



Radio libertaire

Jeudi 18 février

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 h 00) Balayer la bande criminelle de Poutine, avec le comité Tchétchénie de Paris.

Entre chiens et loups (20 h 30) Présentation de la revue Anartiste n° 14.

Chroniques rebelles (13 h 30) L'itinéraire d'une image, d'un symbole à travers le cinéma et la littérature, le vampire...

Tribuna Latino Americana (19 h 00) Entretien avec Alicia Bonet-Krueger, présidente du Collectif argentin pour la Mémoire, Présentation du livre de Felicie Dubois *Punto Final*.

Tormentor (21 heures) Musique métal Dark, électro-industriel et autres sons métalliques...

Nuits off (23 heures) Topologies sonores Rock et chroniques...

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme.

Ca urge au bout de la scène (21 h 00) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 23 février

Le Parisien libertaire (08 h 00) Actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) L'art contemporain est-il plus moderne que l'art ancien ?

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 h 00) Écologie libertaire Reportages et infos pratiques...

Pas de quartiers... (18 h 00) Rediffusion émission sur Howard Zinn. Tous à vos galènes !

Paroles d'associations (19 h 30) RécréAction a pour but la défense de la chanson, des chants et des musiques du monde. Avec Emmanuel Ronseaux et des artistes.

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie).

Mercredi 24 février

La bibliothèque anarchiste (08 h 00) Kropotkine, Dans les prisons russes et françaises.

Blues en liberté (10 h 30) Willie Dixon, LE blues.

Femmes libres (18 h 30) Avec le CNDP (Collectif National pour le Droit des Femmes) et la Marche Mondiale des Femmes. Co-organisatrices de la manifestation du 8 mars prochain.

Ras les murs (20 h 30) Gonzague Rambaud, journaliste indépendant, viendra pour son livre *Le travail en prison : Enquête sur le business carcéral*.

Vendredi 19 février

Zones d'attraction (11 h 30) diffusera des extraits du colloque *Puissances du communisme*, qui s'est tenu à l'Université Paris 8 les 22 et 23 janvier (interventions de Slavoj Žižek, Jacques Rancière, Elsa Dorlin...).

Place aux fous (13 h 00) Suite à l'interview du 22 janvier, The Gents reviennent, au complet cette fois-ci, pour une session live exceptionnelle.

Koumbi (16 h 00) Chroniques africaines.

L'antenne du social (19 h 00) Actualités des travailleurs sociaux.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Damny, Mateo et Amigos en Live. SoundRadioExperience.

Dimanche 21 février

Goloss trouda, la voix du travail (08 heures) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres Penseurs.

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) Delphine de Vigan, pour ses livres *Les heures souterraines* (JC Lattès) et *No et moi* (Livre de Poche).

Les liaisons dangereuses (Seppuku) (22 heures) Musiques électroniques Programme autour des musiques étranges et aventureuses (electronica, techno minimale, ambient, post-rock, hip hop abstrait, etc).

Lundi 22 février

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Sous les pavés... la terre (16 h 00) Patrick Herman, arboriculteur bio et auteur de *Les nouveaux esclaves du capitalisme*, en France, en Andalousie, au Maroc.

Le vivre ensemble (18 h 00) La maison de Léa reportage sur place.

Samedi 20 février

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) L'identité nationale, c'est quoi cette connerie ? Avec Régis Meyran, pour son livre *Le mythe de l'identité nationale*.

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 19, samedi 20 et dimanche 21 février

La Plaine-Saint-Denis (93)

20h30 et à 16 heures le dimanche. Représentations *Les pieds dedans, (cabaret intime)* de Stéphane Arnoux, qui traite de « l'affaire de Tarnac », des événements de Montreuil, antiterrorisme et violences policières. Théâtre de la Belle Étoile (compagnie Jolie-Môme). 14, rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis. M° Porte de la Chapelle. Bus 153 ou 02 arrêt Église-de-la-Plaine. Réservations au 01 42 55 50 25. Tarifs : 14 et 9 euros. cic-joliemome.org/spip.php?article351

Du 21 au 28 février

Expo « Rompons le silence » : l'insurrection dans l'État de Oaxaca au Mexique en 2006. Pour l'occasion, un compagnon de Vocal (Voix de Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté) accompagne l'exposition. Renseignements : laparolequiroule.over-blog.com

Besançon (25)

Du 21 au 24 février à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Dimanche 21 février, expo et apéro. Mardi 23 février, conférence avec un camarade de Vocal. Exposition sera visible les lundi, mardi mercredi après-midi.

Saint-Claude (39)

Du 25 au 28 février, au café de la Fraternelle. Jeudi 25 février, expo avec un apéro mexicain. Vendredi 25 février, film-débat, suivi d'un Slam. Samedi, soirée de soutien organisée par le PLOUCCC (sous réserve). Dimanche, expo seule.

Jeudi 18 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. La Bibliothèque sociale invite Gisèle Bienne, pour évoquer la Grande Guerre, Blaise Cendrars à travers *La ferme de Navarin* (Gallimard, 2008). Ça se passe tout près, sur le Chemin des Dames... Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée

libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Peintres modernes = peintres classiques. Troisième cours : Pablo Picasso (1/2). « Je ne peins pas ce que je vois, je peins ce que je pense. » L'enfance et les années de formation, Période bleue et période rose, le cubisme. Présentation de Yolaine Guignat. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 19 février

Orléans (45)

20 heures à L'Atelier. Débat proposé par le groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste sur le thème : L'entreprise. 203, rue de Bourgogne. groupegastoncoute.blogspot.com

Samedi 20 février

Saint-Jean-en-Royans (26)

20h30. Le groupe La rue rôle vous invite à une soirée débat autour de la prison pour femmes et l'après prison. Nous visionnerons le court métrage *Plurielles* en présence d'Hélène Motteau, la réalisatrice, et débattrons avec Hélène et un intervenant de l'Observatoire internationale des prisons (OIP). à Activ'Royans, 29, rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

Chambéry (73)

20 heures. Projection de *The Take* de Avi Lewis et Naomi Klein (2004) à la salle Jean Renoir (50, rue Nicolas Parent) suivi d'un débat et apéro dînatoire. Entrée gratuite. Contact : FA73@no-log.org Site du groupe : FA73.lautre.net

Poitiers (86)

Débat organisé par le groupe Pavillon Noir. Voir en page 21.

Dijon (21)

15 heures. Déambulation anti vidéo-surveillance, avec une visite guidée des vestiges de la

civilisation séculitaire. Place François Rude. Port d'un masque recommandé !

Paris XI^e

Vernissage de l'expo sur la lutte des sans-papiers. Voir en quatrième de couverture.

Paris XVIII^e

15h30. Thierry Périssé pour son roman *Le cœur à l'ouvrage* paru aux éditions Chant d'Orties (nov. 2009). Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, tél. : 0142233218 - et sur le web : www.bibliotheque-larue.over-blog.com, métro Blanche ou Abbesses.

Lundi 22 février

Saint-Marcellin (38)

20 heures. Le groupe La rue rôle, en partenariat avec le Collectif associatif et solidaire de Saint-Marcellin, vous invite à une soirée de cinéma-débat autour du film *Rachel*, sur Rachel Corrie, jeune militante américaine tuée par un bulldozer de l'armée israélienne. Au Cinéma Les Méliès, 20 bd Riondel. Contact : laruerale@no-log.org

Mardi 23 février

Dijon (21)

19 heures. A l'initiative du Groupe libertaire et des Tanneries, soirée d'informations et de soutien aux luttes à Oaxaca (Mexique). Projection du film *Oaxaca, entre rebellion et utopie*. En présence de Cosme, compagnon de Vocal (collectif libertaire de cette ville). Discussion puis repas. Bibliothèque de l'Espace Autogéré des Tanneries.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Faites pas d'histoire(s) ! Troisième cours : Ce que j'ai appris sur la traite négrière. Présentation de William Wilson artiste plasticien. Son exposition des tentures sur l'histoire de la traite des noirs tourne dans plusieurs pays, et a fait l'objet d'un livre, *L'océan noir* (Gallimard Jeunesse, 2009). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

EN SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES SANS-PAPIERS DE VITRY

EXPOSITION

dessins de Tidiane /dessins de Brouck/photos de Nicolas Wietrich
(greviste sans-papiers)



Les trois artistes seront présents, Lionel Brouck qui a réalisé plusieurs BD reportages sur le piquet de grève des sans papiers de Vitry (d'octobre à janvier, jour et nuit, sur le trottoir devant le centre des impôts, avec tentes et braséros), Nicolas Wietrich qui a réalisé de superbes photos du même piquet de grève.

**vernissage
samedi 20 février
à partir de 16h30**

LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

145 rue Amelot
75011 PARIS

M° République / Oberkampf
/ Filles du calvaire

<http://www.librairie-publico.com/>

PUBLICO